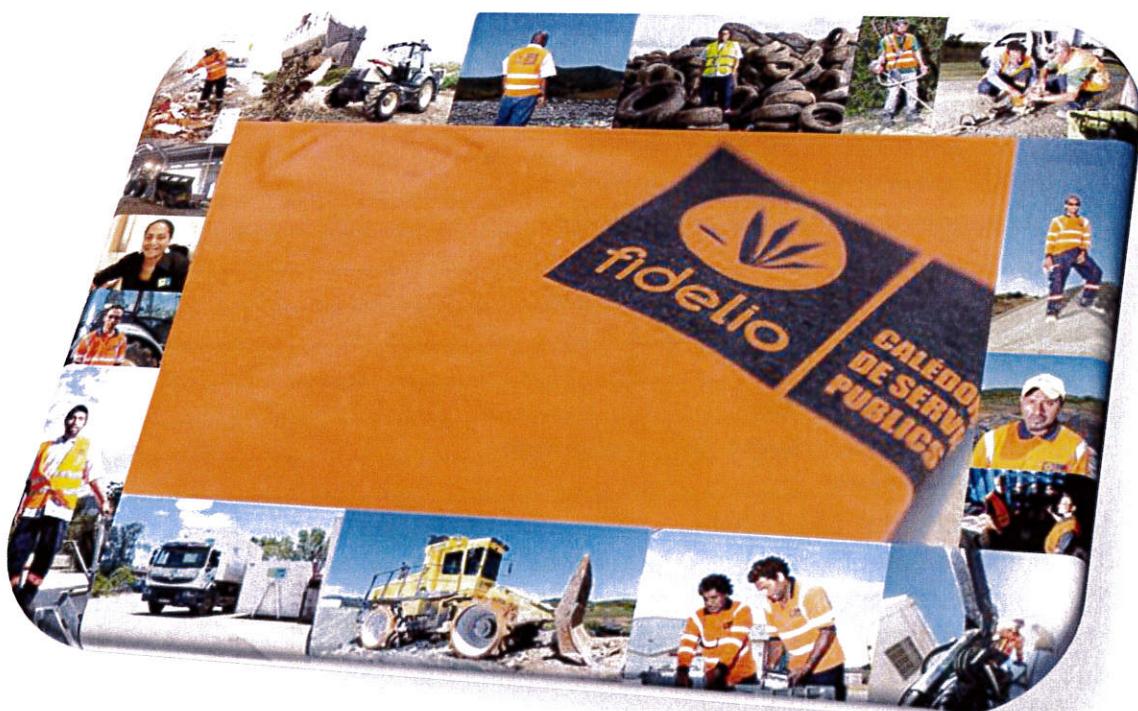


1. PRESENTATION.....	3
2. Résumé 2012 :.....	4
2.1. Faits marquants principaux.....	4
2.2. Chiffres clés	5
2.3. Statistiques ISEE :	6
3. COMPTE RENDU TECHNIQUE :.....	7
3.1. Evolution des ouvrages :.....	7
3.1.1 GADJI :.....	7
3.1.2 DUCOS :	9
3.1.3 Mont Dore :	10
3.2. Effectifs du service, qualification des agents :	12
3.2.1 Ponts bascules :.....	12
3.2.2 Exploitation DUCOS et MONT DORE:	13
3.2.1 Exploitation GADJI:.....	14
3.2.2 Encadrement et services administratifs :	15
3.3. Récapitulation des événements :	19
3.3.1 Evolution contractuelle :	19
3.3.2 Evolution réglementaire : tableau de synthèse	19
3.3.3 Relations sociales :	19
3.3.4 Incidents et faits marquants :	20
3.4. Flux entrant et sortant de déchets	23
3.4.1 Tonnages traités par la filière :	23
3.4.2 Répartition des tonnages par commune SIGN :	25
3.4.3 Détails par commune :	27
3.4.4 Détails par site :	35
3.4.5 Répartition des tonnages SIGN et études statistiques:.....	42
3.4.6 Tonnages industriels :	46
3.4.7 Tonnages répartis par type de traitement :	48
3.4.8 Tonnages sortants ou valorisés :	48
3.4.9 Valorisation et filières, perspectives :	49
3.5. Compte rendu des contrôles obligatoires :	50
3.5.1 Gadji.....	50
3.5.2 Gadji (ancien site dit « Gadji Réhab »)	50
3.5.3 Ducas.....	50
3.5.4 La Coulée :	51
3.5.5 Contrôle des autorités :	52
3.6. Travaux de gros entretien et renouvellement.....	52
4. Compte rendu financier.....	54
4.1. Compte de résultat 2012/2011.....	54
4.2. Méthode et éléments de calcul économique :	55
4.3. Etat de variation du patrimoine immobilier :	55
4.4. Etat du programme d'investissement :	55
4.5. Autres dépenses de renouvellement :	56
4.6. Inventaire des biens de retour :	56
4.7. Comptes prévisionnels d'exploitation :	56
4.8. Engagement à incidence financière :	57

Rapport annuel d'activité - 2012

4.9. Etat des recettes accessoires :.....	57
5. Bilan environnemental :.....	58
5.1. Drainage et traitement des lixiviats :	58
5.2. Drainage et traitement des biogaz :	58
5.3. Consommations :.....	59
5.3.1 Eau :.....	59
5.3.2 Electricité	60
5.3.3 Carburants :	61
5.3.4 Kilométrage parcouru	61
6. Conditions d'exécution du service public :	62
6.1. Horaires d'accueil du public :.....	62
6.2. Réclamations :	62
6.3. Communication :	63
6.4. Données statistiques générales.....	63
6.5. Compétitivité :	64
7. Distribution	67
8. Table des figures	68
9. Table des illustrations.....	70
10. Annexes :.....	71



Vue a

1. PRESENTATION

Le présent document développe les différentes informations référencées et requises, conformément au contrat de concession de travaux et de service public liant la Calédonienne de Services Publics et le SIGN, complété de ses avenants (article 17.2 notamment, en annexe 1).

Celui-ci est organisé selon le plan présenté en page 1 et reprend les différents aspects contractuels. De plus, il s'appuie sur d'autres documents de référence, notamment pour l'activité du site de Gadji (annexe 2 – Rapport annuel d'activité 2011 – Partie réglementaire – ISD de Gadji - rédigé dans le cadre des obligations réglementaires du site).

Les références des vues et des figures sont reprises en fin de document.



Vue b

acteur de gestion durable

JUIN 2013

PAGE 3 / 71

Toute reproduction ou utilisation complète ou partielle est soumise à l'autorisation expresse de CSP, © Photo Fred Payet pour CSP

2. Résumé 2012 :

2.1. Faits marquants principaux

Faits Marquants principaux	
<i>Travaux</i>	
Gadji : engagement des travaux de couverture du casier A	
Ducos : Travaux de modernisation de la station DLB en cours	
Ducos : engagement des travaux de construction du nouveau bâtiment d'accueil	
Ducos : Réhabilitation d'une fosse à boues	
Mont Dore : réception des travaux de construction du QAV	
Gadji : fin des travaux du casier C	
<i>Règlementation</i>	
Gadji – Arrêté instituant la mise en place de garanties financières	
Ducos – dépôt du dossier de demande de fermeture du CET	
Mont Dore – dépôt du dossier de demande de fermeture du CET	
Ducos – Porter à connaissance concernant la modification du périmètre du site	
<i>Contractuel</i>	
Durée d'exploitation validé et conforme au contrat	
Rétrocession d'une partie du foncier de Ducos à la Ville de Nouméa	
<i>Social</i>	
Election des DP/CE	
<i>Exploitation – traitement - valorisation</i>	
Mise en place des filières Alu et non ferreux	
Mise en place des filières TRECODEC	
Diminution des tonnages traités	

Fig. a



acteur de gestion durable

2.2. Chiffres clés

Chiffres clés	
Nombre d'interruptions de service	0
Année prévisionnelle de saturation de l'ISD de Gadji	2038
Effectifs CSP équivalents temps plein	58,67
Effectifs engagés CSP	61
Nombre d'incidents ayant fait l'objet d'un signalement ICPE	10
Nombre d'incidents non traités	0
Nombre d'incidents ayant eu un impact environnemental	0
Tonnage total traité en 2012	186 841 tonnes
Evolution des tonnages traités / 2011	-11%
Tonnage traité pour le compte du SIGN	82 626 tonnes
Evolution des tonnages traités pour le SIGN / 2011	-4,5%
Déchets traités pour le compte des autres collectivités	4 508 tonnes
Tonnages traités par stockage	92%
Volume de lixiviats traité en 2012	9 069 m ³
Evolutions des paramètres d'analyses réglementaires constatés	2
Evolutions des paramètres d'analyses sous contrôle	2
Evolutions des paramètres d'analyses impactant l'environnement	0
Consommation électrique	416 116 kw/h
Quantité de carburant consommée	131 873 litres
Distance parcourue pour le transfert des déchets	322 010 kms
Nombre de réclamations ayant attrait à l'environnement	0
Nombre d'incidents « clientèle » constatés	93
Consommation d'eau sur le réseau	17 284 m ³
Consommation d'eau réutilisée	12 000 m ³
Facturation SIGN 2012	666 179 944 XFP
Provision pour non recouvrement SIGN	66 617 994 XFP
Somme reversée au SIGN au titre des activités industrielles	66 783 658 XFP
Coût partagé final du contrat SIGN / Tonne	6 448 XFP
Coût du contrat par habitants	3 254 XFP

Fig. b



Rapport annuel d'activité - 2012

2.3. Statistiques ISEE :

Tonnages traités par la CSP (hors cendres), en tonnes par an, données indicatives ISEE						
2008	147 697	dont	Tonnages ménagers	87 822	OM	48 991
				dont	ENC	27 867
					DV	10 964
2009	144 869	dont	Tonnages industriels	59 875	DNDAE	40 490
				dont	DLB	12 603
					DVE	6 782
2010	135 888	dont	Tonnages ménagers	87 660	OM	49 367
				dont	ENC	24 372
					DV	13 921
2011	150 276	dont	Tonnages industriels	57 210	DNDAE	39 146
				dont	DLB	14 621
					DVE	3 443
2012	144 111	dont	Tonnages ménagers	79 505	OM	48 720
				dont	ENC	15 342
					DV	15 443
			Tonnages industriels	56 383	DNDAE	41 036
				dont	DLB	12 143
					DVE	3 204
			Tonnages ménagers	90 238	OM	53 312
				dont	ENC	17 212
					DV	19 714
			Tonnages industriels	60 038	DNDAE	44 941
				dont	DLB	11 561
					DVE	3 536
			Tonnages ménagers	87 135	OM	54 552
				dont	ENC	11 066
					DV	21 517
			Tonnages industriels	56 977	DNDAE	42 803
				dont	DLB	11 727
					DVE	2 447
		OM	ordures ménagères			
		ENC	encombrants ménagers			
		DV	déchets verts ménagers			
		DNDAE	Déchets non dangereux des activités économiques (DIB)			
		DLB	déchets liquides biodégradables			
		DVE	déchets verts des entreprises			

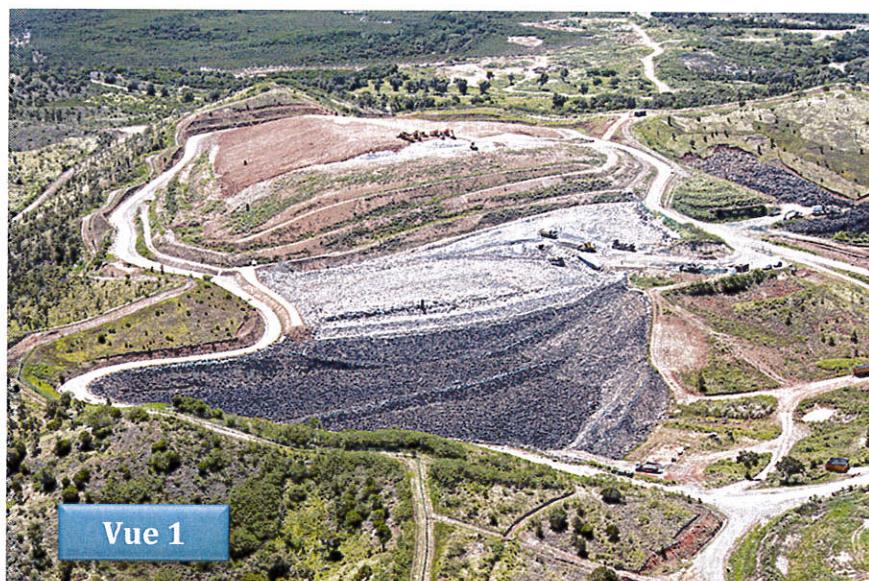
Fig. c

3. COMPTE RENDU TECHNIQUE :

3.1. Evolution des ouvrages :

3.1.1 GADJI :

L'ensemble des informations concernant le site de Gadji est reprise dans l'annexe 2, partie 6 « 2012, travaux et faits marquants ». Il est à constater une baisse de tonnages enfouis pour 2012. Les travaux de couverture du casier A ont débuté en novembre 2012.



En complément du rapport en annexe repris ci-dessus, un arrêté fixant les montants de la garantie financière a été promulgué, il est présenté en annexe 3. L'annexe 4 présente la caution solidaire, d'un montant de 524.515.152 F CFP mise en place par la CSP dans ce cadre. Elle a été transmise en copie au SIGN en date du 24 mai 2012.

De plus, un rapport à connaissance concernant la gestion de la plateforme des pneus sur l'installation a été transmis aux services de la DENV. Il est repris en annexe 5.

Conformément à la requête du concédant, un phasage d'exploitation remis à jour a été transmis (en date du 27 juillet 2012). Il comporte notamment des vues en projection en fonction de l'avancement de la durée de vie du site. Il est présenté en annexe 6. Il confirme par ailleurs le maintien de la durée de vie du site selon les modalités reprises ci-dessous:

Le rapport de présentation du phasage d'exploitation de l'ISD de Gadji est basé sur un volume de vide de fouilles restant à exploiter suite au levé topographique réalisé en février 2011, soit 3 963 363 m³.

Hypothèses prises pour l'étude

- ✓ Gisement annuel considéré : 192 256 Tonnes (gisement enfoui à l'ISD en 2011)
- ✓ Evolution annuelle : +1%
- ✓ Arrêt de mise en décharge des déchets verts au 1^{er} janvier 2014
- ✓ Arrêt de mise en décharge des cendres au 1^{er} janvier 2015

Selon ces hypothèses, la fin d'exploitation est prévue dans le courant de l'année 2038, soit une durée de vie théorique encore restante de 26 ans après 5 années d'exploitation (en date de 2011), ce qui correspond à une durée de vie globale de 31 ans qui est en adéquation avec la durée de vie initialement définie lors du dimensionnement du site et reprise au contrat de concession (30 ans).

Les modélisations paysagères présentées dans ce rapport sont réalisées à un instant **t** de l'exploitation. Il s'agit donc d'une étude purement informative réalisée en fonction d'hypothèses choisies et cohérentes au regard des activités actuelles, passées et des projets en cours. Ce document n'engage donc en rien la CSP sur les évolutions à venir et ne saurait être considéré comme une pièce contractuelle. La CSP ne saurait être tenue responsable de la non-conformité de ces modélisations avec la réalité aux dates définies (zones réhabilitées et zones ouvertes à l'exploitation) étant donnés les décalages pouvant survenir dans le planning d'exploitation et indépendants de sa volonté (évolution ou diminution brusque du gisement, décalage des dates d'arrêts de mise en décharge des déchets verts et des cendres, mise en place de filières alternatives de valorisation ou de recyclage...) et qui impliquerait toutefois une adaptation à ces évolutions.

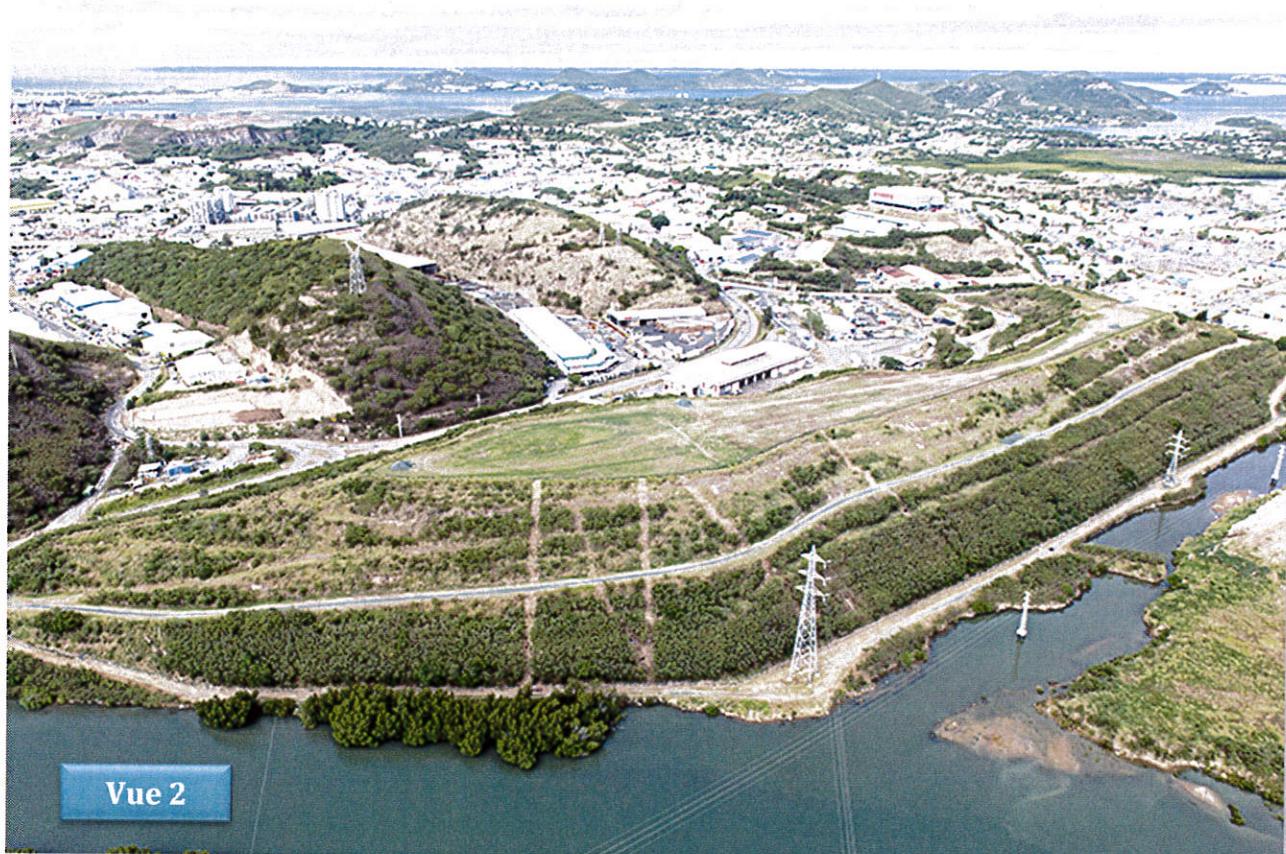
ORDRE DE REmplissage	Volume	Volume cumulé	DATE	PERIODE REmplissage
A (V Fini)	120 259	120 259		2 011
B2 (1/2 V)	144 393	264 652		2011 - 2012
B1 (V Fini)	195 304	459 956		2012 - 2013
C1 (1/2 V)	105 018	564 974		2013 - 2014
B2 (V Fini)	142 375	707 349		2014 - 2015
C2 (1/2 V)	77 390	784 739	2015 = 80%	2015 - 2016
C1 (V Fini)	110 139	894 878		2015-2017
D1 (1/2 V)	162 653	1 057 531		2017-2018
C2 (V Fini)	61 398	1 118 929		2 018
D2 (1/2 V)	135 940	1 254 869		2018-2019
D1 (V Fini)	165 633	1 420 502	2020 = 90%	2019-2021
D2 (V Fini)	150 440	1 570 942	2020 = 50%	2021-2022
E1 (1/2 V)	394 554	1 965 496		2022-2025
E2 (1/2V)	459 402	2 424 898		2025-2028
E1 (V Fini)	387 141	2 812 039	2030 = 99%	2028-2031
F1 (1/2 V)	165 864	2 977 903		2031-2032
E2 (V Fini)	471 020	3 448 923	2030 = 50%	2032-2035
F2 (1/2 V)	119 022	3 567 945		2035-2036
F1 (V Fini)	173 021	3 740 966		2036-2037
F3 (1/2 V)	36 960	3 777 926		2 037
F2 (V Fini)	113 740	3 891 666		2037-2038
F3 (V Fini)	71 697	3 963 363	2037 FIN	2 038

Fig. 1

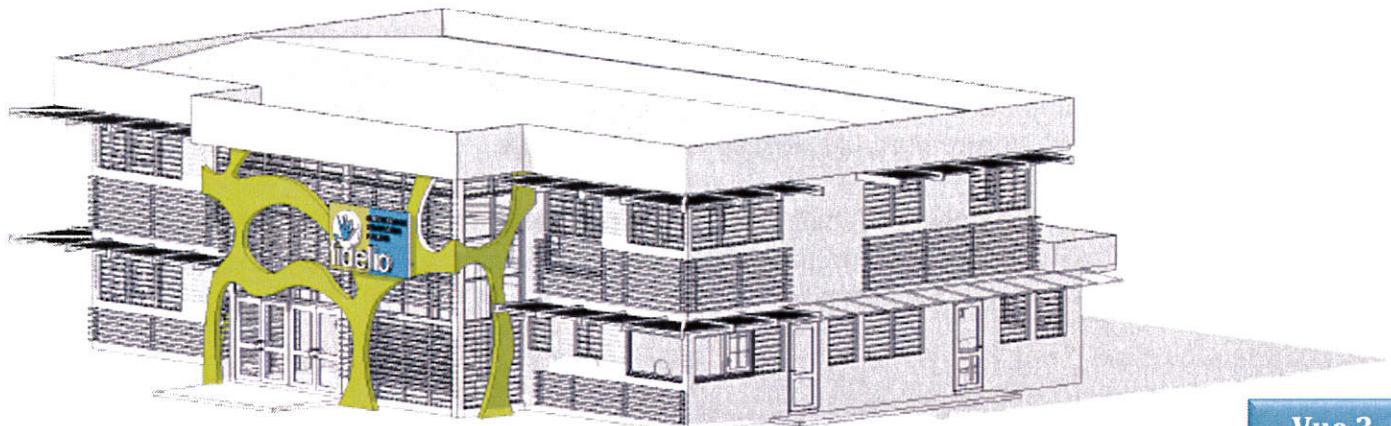
3.1.2 DUCOS :

Les installations de Ducos sont aujourd’hui abouties en termes de réhabilitation et de transfert de déchets (CTTV et QAV). Des travaux sur l’unité de traitement des déchets liquides biodégradables ont été engagés, toutefois, suite à des manquements de la part du fournisseur, la nouvelle unité n’a pas été mise en exploitation.

Un dossier de demande de fermeture et de réhabilitation (transmis en copie au SIGN en date du 29 février 2012) a été transmis à la DENV concernant les conditions de suivi et de post exploitation de la partie CET du site.



En janvier 2012, la maison de gardien située en entrée du site a été détruite afin de libérer de la surface dans le cadre de la réalisation d'un nouveau bâtiment prévu pour améliorer les conditions d'accueil de la clientèle, selon les plans préliminaires transmis au SIGN en date du 06 novembre 2012. Ce bâtiment permettra de centraliser les services techniques et clientèle de la CSP. Ces travaux sont notamment consécutifs à la rétrocession des anciens bâtiments de la CSP à STAR via la Ville de Nouméa actée en 2011 (annexe 7), par avenant à la convention d'occupation consentie, modifiant le périmètre du site de Ducos. En marge ont été réalisés des travaux en entrée du site, permettant un accès dédié aux usagers du SIGN afin d'en améliorer les conditions (mise en service en février 2013).

**Vue 3**

En parallèle, des travaux de réhabilitation de la zone située au droit de l'aire rétrocédée ont été réalisés. L'annexe 8 présente le rapport de fin de travaux de cette zone. A noter que la CSP a émis une demande de prise en charge d'une partie de ces travaux par le fond TAP, qui a été classée sans suite par le SIGN. Le coût de ces travaux s'élève à près de 60 000 000 CFP.

La CSP a initié la mise en place d'une unité de production d'électricité photovoltaïque afin de valoriser le foncier situé sur le dôme réhabilité, en réponse à l'appel à projet émis par le gouvernement de la Nouvelle Calédonie. Le dossier a été sélectionné en phase 2 de la procédure.

3.1.3 Mont Dore :

Les travaux engagés dans le cadre de la mise en exploitation du QAV et de la réhabilitation de l'ancien CET ont été terminés en 2012. Ces travaux ont été réalisés sur 2011 et 2012.

**Vue 4**

Rapport annuel d'activité - 2012

Comme présentés sur les vues 4(2011), 5 et 6 (2012), ils ont notamment consisté en :

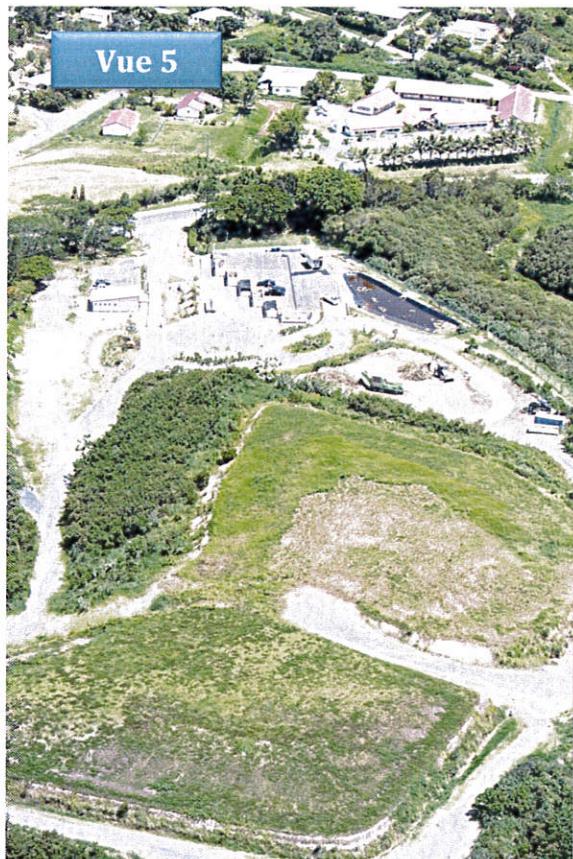
- Mise en place et végétalisation de la couverture sur l'ancienne zone de stockage de déchets pour mise en post-exploitation.
- Construction du quai d'apport volontaire et de la plateforme de broyage de bois

Un rapport de fin de travaux, présenté en annexe 9 reprend le suivi des opérations.

Aucune interruption de service (hormis en cas d'intempéries sur la partie déchets verts) n'a été enregistrée. L'accès du nouveau quai a été ouvert aux usagers le 11 mai 2012. Le premier passage au pont bascule a été enregistré le 04 février 2013.

Une inauguration est programmée par le SIGN au cours de l'année 2013.

A noter qu'un dossier de demande de fermeture et de réhabilitation a été déposé aux services de la DENV le 25 mai 2012, concernant partie CET de l'installation.



Rapport annuel d'activité - 2012

3.2. Effectifs du service, qualification des agents :

Les effectifs présentés ci-dessous sont en nombre de salariés (CDD, CDI, en temps complet ou en temps partiel) hors intérimaires. Il s'agit des chiffres arrêtés au 31 décembre 2012. Une certaine partie des travaux et des manipulations des engins sont sous traités à l'entreprise SAMERTOWN, à qui a été confié le contrat de prestation de services pour les opérations de chargement sur Ducos et de régâlage et compactage sur Gadji. Le nombre de contractants pour le transfert des déchets entre Ducos et Gadji est porté à 4, afin d'améliorer la qualité et de garantir la continuité de service, sans que les coûts liés ne soient impactés. Il s'agit d'un personnel de la CSP parti à son compte. La masse salariale de CSP (hors sous-traitants et non pris en compte la présidence) en équivalent temps plein est estimé au 31 décembre 2012 à 58,67 ETP. A noter un nombre d'emploi induit de 7 personnes minimum en ETP pour les opérations de gardiennage nocturne. De plus du gardiennage diurne a été mis en place pour les weekends et les jours fériés, des incidents et des incivilités ayant été constatés notamment de la part des usagers (près d'une centaine d'incidents clientèle ont été enregistrés et traités en 2012 – le récapitulatif est présenté en annexe 10).

Le nombre de salariés CSP est stable, avec le recrutement d'un agent de maîtrise supplémentaire dédié au site du Mont Dore et un juriste. Il est à noter la mise en place de plannings tournants (chaque agent peut « tourné » sur différents postes), solution permettant une montée en compétence des agents ainsi qu'une meilleure organisation du travail. De plus le rapprochement « effectifs réels » (61) et « effectifs ETP » (58.67) montre un taux de salariés en temps complet élevé. L'organisation est présentée dans les sous chapitres ci-dessous, par service, chaque salarié étant repris dans son poste d'affectation.

3.2.1 Ponts bascules :

Le service « ponts bascules » est lié au secrétaire général. Il est sous la responsabilité d'un agent de maîtrise qui a en charge son organisation et son animation. Il est constitué de 6 agents pont bascule (3 sur Ducos, 3 sur Gadji) et de 2 secrétaires, en charge du pont bascule et des tâches administratives afférentes. Un adjoint est attaché au responsable afin de pouvoir couvrir les amplitudes horaires ainsi que la gestion des tâches administratives croissantes (contrôle des pesées, clients...)



3.2.2 Exploitation DUCOS et MONT DORE:

3.2.2.1. Encadrement et services :

Un cadre d'exploitation est affecté à ce site. Il a en charge l'exploitation de tout le périmètre de Ducos et de Mont Dore. Lui est rattachée, outre les personnels repris aux points ci-dessous, une secrétaire d'exploitation. Le cadre d'exploitation a par ailleurs sous sa responsabilité la gestion des sous-traitants dédiés (transfert et chargement).

3.2.2.2. Transfert :

Cette activité regroupe 3 chauffeurs, supervisés par un agent de maîtrise. L'ensemble de ces salariés a en charge le transfert des déchets entre Ducos et Gadji et entre Mont-Dore et Gadji et les mouvements intra site ou vers les sous-traitants et les prestataires de service (entretien...). Ils sont équipés de 2 tracteurs semi-remorques, de 8 remorques à fond mouvant (aussi utilisées par 4 contracteurs), de 2 camions Ampliroll et de 3 remorques Ampliroll (utilisées pour le transfert des bennes). L'Agent de maîtrise gère par ailleurs le fonctionnement des sous-traitants transfert.

3.2.2.3. Dock de transfert :

Cette activité, supervisée par un agent de maîtrise, est constituée d'une équipe comprenant 1 conducteur d'engins polyvalent et de 3 guideurs, dont un polyvalent avec la station DLB, en cas de remplacement. Il a aussi en charge un agent d'entretien de site (nettoyage, espaces verts...). 2 conducteurs d'engin sous-traitant sont affectés aux opérations de chargement.



Vue 8

3.2.2.4. Station de traitement des déchets liquides biodégradables :

La station est pilotée par deux opérateurs et un agent de maîtrise.

3.2.2.5. QAV Ducos :

Les salariés liés à cette activité sont au nombre de 3, ces personnels sont placés sous la responsabilité du superviseur « Dock de transfert » (point 3.2.2.3).

3.2.2.6. QAV Mont Dore :

4 agents sont en poste sur ce site. Ils ont en charge l'accueil des particuliers ainsi que le contrôle des apports. Un agent de maîtrise a sous sa responsabilité la gestion du site et de ses salariés.

3.2.1 Exploitation GADJI:

3.2.1.1. Encadrement :

Un cadre d'exploitation a en charge la gestion du site. Un coordinateur d'exploitation lui est rattaché afin de couvrir l'amplitude horaire d'ouverture du site. La gestion de la sous-traitance (9 salariés dédiés) reste de leur responsabilité. Une secrétaire d'exploitation polyvalente (pont bascule) leur est rattachée.

3.2.1.2. QAV :

3 agents d'entrée sont affectés au QAV. Ils ont en charge l'accueil et la surveillance sur cette entité.

3.2.1.3. Stockage :

3 agents de guidage, en polyvalence entretien sont chargés de guider les apports sur les quais de déchargement et d'entretenir le périmètre de l'ISD (piquage, ramassage papier, entretien espaces verts).

3.2.1.4. Broyage et services :

2 agents conducteurs de machine et 2 agents polyvalents sont affectés au broyage des pneus, aux opérations d'entretien routier (terrassement, arrosage...), à la lutte anti odeur (aspersion), aux entretiens d'espaces verts et opérations de nettoyage (ramassage et piquage) non sous traitées.



3.2.2 Encadrement et services administratifs :

3.2.2.1. *Direction :*

1 Directeur délégué a en charge toute la partie opérationnelle. Un secrétaire général a pour périmètre la partie administrative. Une secrétaire polyvalente leur est rattachée.

3.2.2.2. *Comptabilité :*

Le pool comptable est constitué d'un chef comptable et de 2 comptables (dont un apprenti) et un agent affecté au recouvrement à temps plein.

3.2.2.3. *Service clientèle :*

Ce service, mené par un agent de maîtrise et composé de 2 agents d'accueil et de 2 secrétaires commerciales, a en charge l'ouverture et le suivi des comptes clients (SIGN, particuliers et industriels). En lien avec le pont bascule, il réalise la facturation et veille sur la bonne marche des formalités administratives (documents, déclaration de déchets...)

3.2.2.4. *QHSE / Formation :*

Un cadre gère la problématique qualité, sécurité, hygiène et environnement. Il intervient de façon transversale sur les activités et les sites. Il a en charge le suivi des incidents, l'organisation des formations QHSE et l'animation de l'évaluation des risques professionnels, conformément aux dispositions du code du travail. A noter la mise en place de ¼ heures sécurité mensuel dans le cadre de l'amélioration de la sécurité des salariés et des conditions de travail.



Rapport annuel d'activité - 2012

Le tableau suivant reprend les actions menées en 2012 dans ce cadre :

Date	Quart d'heure sécurité	Formation	EvRP	Divers
Mars	Les dangers liés à la cigarette		Suppression d'une zone fumeur implantée trop près des têtes de puits de biogaz à Ducos	
Avril	Les EPI		Délimitation des zones fumeur sur le site de Gadji	Journée mondiale de la santé et de la sécurité au travail : Zéro alcool, Zéro Cannabis
Mai	La dengue			
Juin	Récupération interdite, le risque bactériologique ; intervention du préventeur du SMIT		Travaux de réaménagement des vestiaires et du réfectoire	
Juillet	Dotation 2012			
Août	Les accidents du travail			
Septembre			Réaménagement de la cabine du pont bascule de Ducos : ergonomie + gain d'espace	
Octobre	Procédure en cas d'alerte cyclonique	Formation SST initiale et recyclage	Installation d'un escalier d'accès entre l'unité de dégrillage et les AVC sur la STEP, installation d'un garde-corps sur la cuve tampon	
Novembre	-	Formation Incendie	Réaménagement du bureau du pont bascule de Gadji : ergonomie + rangement supplémentaire	
Décembre	Récupération interdite ; intervention du préventeur du SMIT		Fig. 2	Signature de la convention « lutte contre le surpoids » avec l'ASSNC

La CSP a signé une convention avec l'Agence de Sécurité Sanitaire de Nouvelle Calédonie concernant la lutte contre le surpoids.

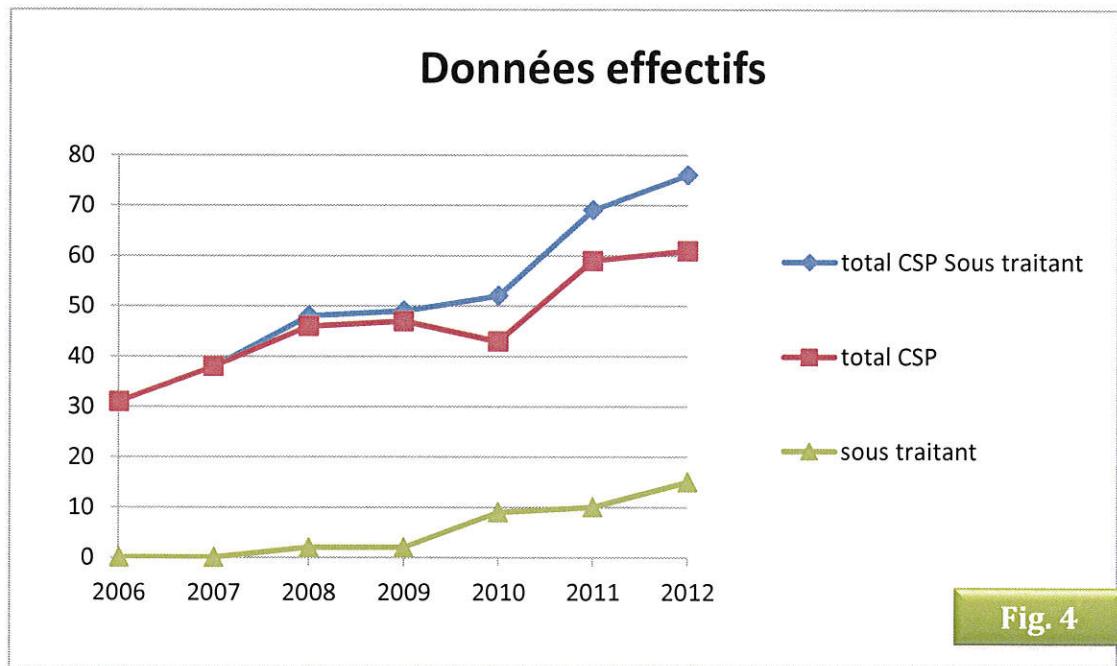
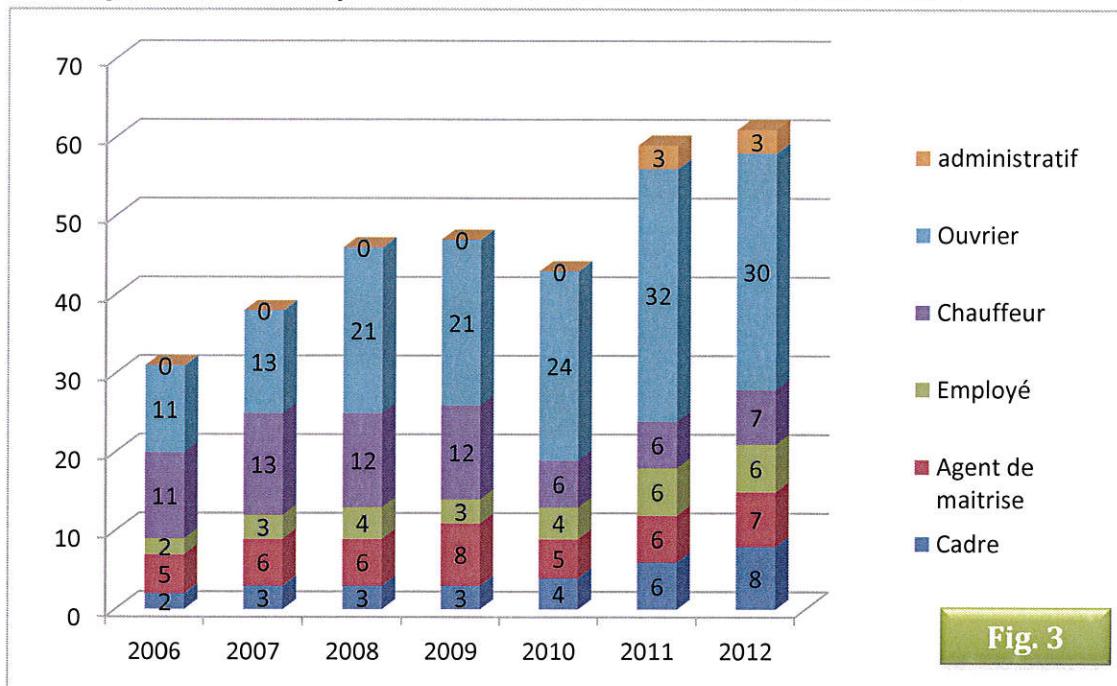
De plus la CSP s'est engagée dans une politique de formation continue (interne ou externe) dans le cadre du développement des compétences de son personnel afin d'améliorer le service rendu et fidéliser ses salariés en développant une politique sociale poussée, évitant ainsi une perte de savoir-faire induite par des départs volontaires.

Rapport annuel d'activité - 2012

3.2.2.5. Service juridique :

Un cadre juriste a été recruté en 2012 afin de faciliter la gestion des aspects juridiques et contractuels.

Les figures suivantes synthétisent l'évolution des effectifs de la CSP :



L'organigramme présenté en page suivante reprend l'organisation interne de la société :

31/12/2011

ORGANIGRAMME CSP 2012

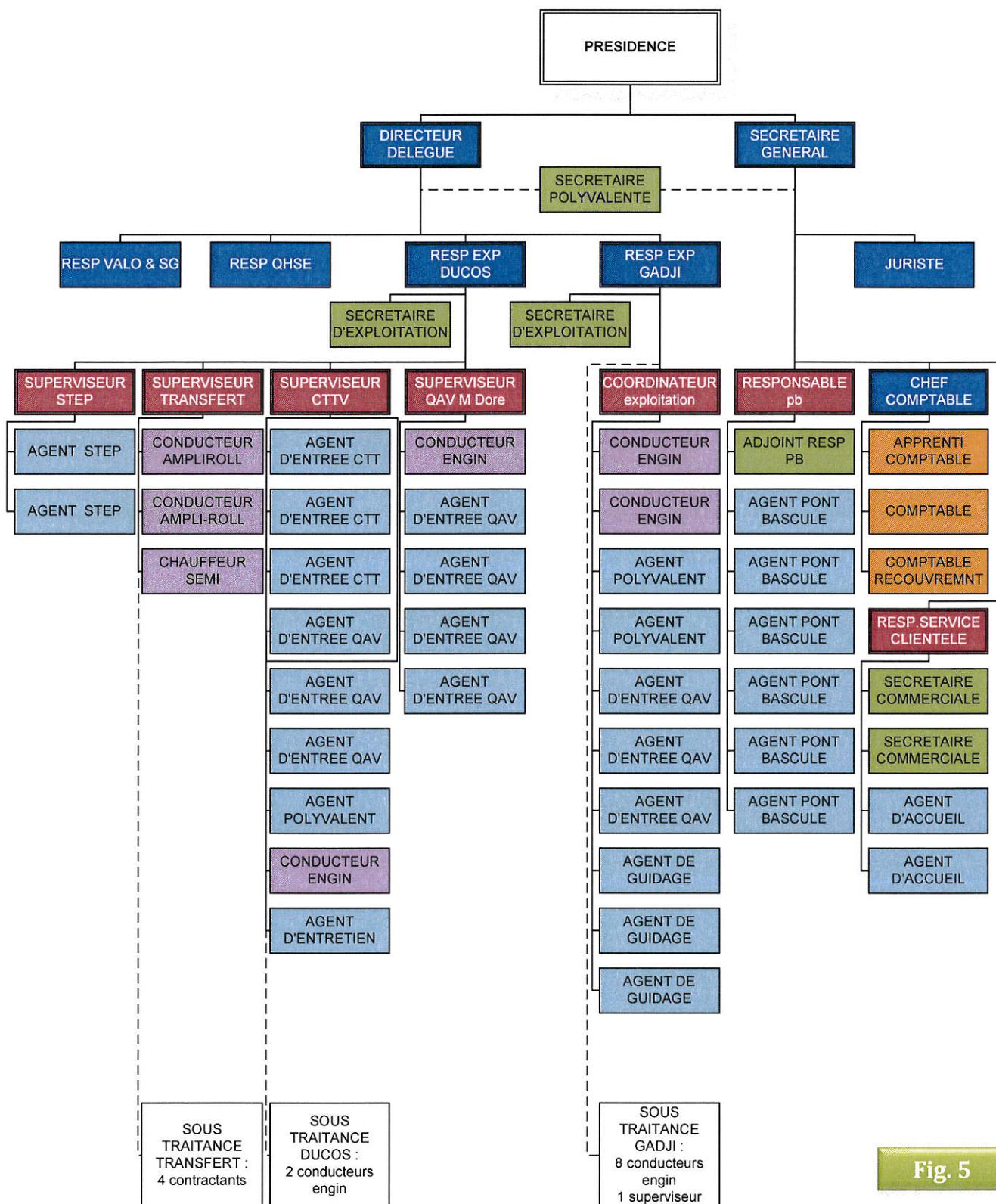


Fig. 5

3.3. Récapitulation des événements :

3.3.1 Evolution contractuelle :

Aucune évolution au titre du contrat de concession n'est effective en 2012.

3.3.2 Evolution réglementaire : tableau de synthèse

Date	transmission au SIGN	Contenu	annexe
Site de DUCOS			
03/02/2012	03/02/2012	Porter à connaissance complémentaire concernant le périmètre d'exploitation du CTTV de DUCOS suite à la rétrocession foncière au profit de la Ville de Nouméa par avenant à la convention d'occupation	7
28/02/2012	28/02/2012	Dossier de demande de fermeture et de réhabilitation - CET Ducos	NA
21/05/2012	14/05/2012	Porter à connaissance concernant la remise en fonctionnement de la presse à balles située dans le dock du CTTV de Ducos	11
Site de Gadji			
20/01/2012	06/02/2012	Arrêté instituant la mise en place des garanties financières sur l'ISD de Gadji	3
25/05/2012	24/05/2012	Transmission de l'acte de caution solidaire dans le cadre de la mise en place des garanties financières	4
23/05/2012	24/05/2012	Porter à connaissance concernant l'activité de broyage des pneus sur l'ISD de Gadji	NA
Site de Mont Dore			
25/05/2012	31/05/2012	Dossier de demande de fermeture et de réhabilitation (V3)	NA

Fig. 6

3.3.3 Relations sociales :

Des élections DP/CE ont été organisées le 13 décembre 2012.

3.3.4 Incidents et faits marquants :

3.3.4.1. Ducos :

Les évolutions techniques sont reprises au point 3.1.2.

L'annexe 12 reprend les incidents connus sur le site de Ducos pour l'année 2012 et ayant fait l'objet d'une communication à l'inspection des installations classées dans le cadre de la réglementation.

Quatre événements sont à noter :

- Le 03 septembre 2012, un départ de feu a été détecté sur la pointe Sud Est du CET.
- Le 23 octobre, un départ de feu a été déclenché par un véhicule léger appartenant à la CSP.
- Le 17 décembre, un départ de feu a été détecté dans le dock de transfert.
- Le 27 décembre, suite à une défaillance technique, un débordement d'effluents est constaté au niveau de l'unité de traitement des déchets liquides biodégradables.

Ces incidents sont à ce jour considérés comme clos, toutefois il démontre que le type d'incident à surveiller particulièrement est l'incendie. Des campagnes de sensibilisation, menées par CSP auprès de ses salariés et des usagers, restent en vigueur sur tous les sites. De plus la gestion de ces incidents et le contrôle des éventuels impacts valident la chaîne d'alerte et de traitement mise en place.



Rapport annuel d'activité - 2012

La figure suivante reprend les événements notables du journal de marche du site de Ducos.

JANVIER
<ul style="list-style-type: none"> Travaux de destruction de la maison du Gardien en vue de la construction d'un nouveau bâtiment administratif.
FEVRIER
<ul style="list-style-type: none"> Passage de SOCOTEC pour la vérification annuelle des installations électriques sur le site de Ducos.
MARS
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de bacs de tri pour l'aluminium et les métaux non ferreux sur le QAV de Ducos. 26 au 28 mars : premiers essais nouvelle Station de traitement des DLB.
AVRIL
<ul style="list-style-type: none"> Pompage cuve de lixiviat CET Ducos - 12 mètres cube environ
MAI
<ul style="list-style-type: none"> 7 Mai fonctionnement complet de la station OISEL. Quelques réserves à lever. Dysfonctionnement constaté
JUIN
<ul style="list-style-type: none"> Réception d'une nouvelle remorque pour le transfert des déchets vers Gadji
JUILLET
<ul style="list-style-type: none"> Passage de VIGILEX pour la vérification annuelle du matériel de lutte incendie Vérification et contrôle DIMENC de conformité des deux ponts bascule de Ducos - Validation pour 2 ans. Début des travaux d'assainissement de la zone 10 (fosse exutoire des eaux usées des anciens bureaux de la CSP + atelier) à réhabiliter. Le 31 juillet : visite d'inspection des installations classées (ICPE) - DENV Nombreux dysfonctionnements sur la nouvelle station de traitement des DLB
AOUT
<ul style="list-style-type: none"> RAS
SEPTEMBRE
<ul style="list-style-type: none"> 3 septembre : Incendie à la pointe Sud-Est du CET de Ducos (côté KO WE KARA) 10/09/12 : Pompage cuve de lixiviat CET Ducos - 30 mètres cube environ Du 24 au 26 - travaux de voirie - remise en état des enrobés à la sortie du pont bascule de sortie du site, et dans le virage situé entre le QAV et l'aire de lavage du site.
OCTOBRE
<ul style="list-style-type: none"> Passage de CEGERELEC (le 04/10/12) pour visite de contrôle et maintenance du système de détection incendie (bureaux administratifs, dock de transfert et dock Valorisation) 11/10/12 : Démarrage des travaux d'assainissement en périphérie de la zone 10 réhabilitée. Incendie sur le dôme du CET (Cf Fiche incident DENV - le 23/10/12)
NOVEMBRE
<ul style="list-style-type: none"> Repérage de 11 profils à débrousser en vue de l'implantation de repères pour un suivi de stabilité du CET
DECEMBRE
<ul style="list-style-type: none"> Fin des travaux du bassin d'eaux pluviales faisant partie du réseau d'assainissement, post-connexion au réseau de la Ville rue PELATAN Incendie dans le dock de transfert des déchets le 17/12/12. Travaux de voirie - ajout d'une route d'accès au QAV sur la droite du pont bascule d'entrée.

Fig. 7

3.3.4.2. *Gadji* :

Les faits marquants de ce site sont repris dans le chapitre 4 de l'annexe 2.

Les incidents sont repris dans l'annexe 13 et détaillés dans le chapitre 4.1 de l'annexe 2.

En résumé, 6 incidents sont enregistrés en 2012 :

- 2 incendies dans des véhicules d'apport de déchets
- 2 pertes de confinement au niveau des réseaux de lixiviats (moins de 10 m³)
- 2 déclenchements de portique de radioactivité.

Ces événements n'ont eu aucun impact sur l'environnement et sont à ce jour considérés comme clos hormis concernant les déclenchements de portique radioactivité. En effet les deux sources radioactives détectées ont été isolées et sont en attente de traitement par un organisme idoine. Ces deux sources sont par ailleurs issues du gisement des ordures ménagères collectées sur le périmètre du SIGN.



3.3.4.3. *Mont Dore La Coulée* :

Aucun incident n'a été déclaré en 2012 sur ce site

3.3.4.4. *Déménagement de la direction général* :

La Direction Général a déménagé en juin 2012 pour s'établir au 3 rue Massoubre, à la baie de l'orphelinat.

3.4. Flux entrant et sortant de déchets

Le rapport 2011, en annexe 14, permet un comparatif entre les données des 2 années 2011 et 2012.

3.4.1 Tonnages traités par la filière :

Tonnage FILIERE 2012 : 186 841 T

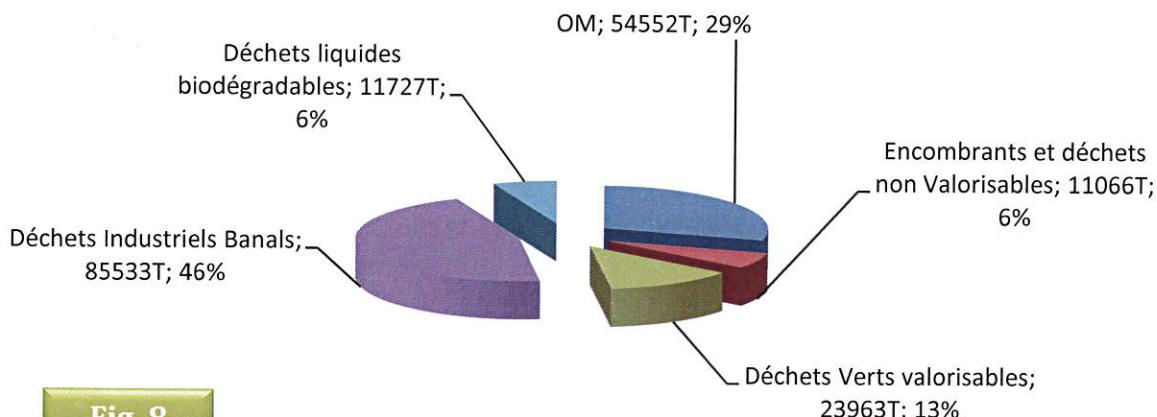


Fig. 8

La filière a traité 186 841 tonnes de déchets en 2012, soit une diminution globale des apports de 11% liée à plusieurs paramètres tant du point de vue des déchets ménagers que des déchets industriels (confirmé par les figures de cette page qui confirme un ralentissement global – le tonnage OM étant impacté par les apports hors SIGN et la perte des encombrants à peine couverte par une migration vers les déchets verts). Concernant les DLB, ce type de déchets de par ses caractéristiques de production et de collecte n'est que peu concerné. Ces paramètres, développés ci-après sont d'un point de vue général à mettre en lien avec un ralentissement de l'économie qui est vraisemblablement perceptible, à l'absence de phénomène climatique signifiant (pour rappel les chiffres de 2011 avaient été impactés par le cyclone Vania en début d'année) et à la mise en place de nouveaux moyens de transfert des cendres.

Evolution Tonnages 2011 2012

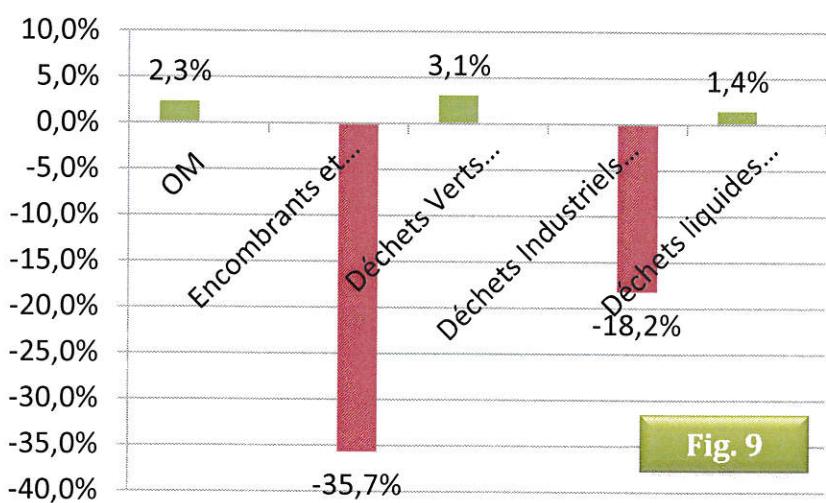


Fig. 9

- Les OM correspondent aux tonnages collectés en porte à porte (49 210 T), aux résidus de balayage et de plage (4 742 T) et aux apports directs des particuliers hors encombrants (599 T). Le tonnage d'OM présente une évolution de 2,3% comparativement à l'année précédente (donnée 2011 : 53 312T). Il est possible de constater une nouvelle baisse des apports directs alors que le tonnage collecté est en légère augmentation. Pour rappel ces données intègrent les tonnages du SIVM Sud. Les résidus de balayage et de plage sont stables.

- Les encombrants et déchets non valorisables présentent une nette régression, de près de 36%. Cette chute peut être corrélée avec une meilleure collecte des déchets, impliquant le transfert du tonnage type encombrant vers les déchets verts, dont le tonnage de ces derniers évolue, mais n'a pas été impacté par un phénomène climatique exceptionnel.

- Le tonnage de déchets verts valorisables est toujours en augmentation (+3,1%), par l'apport du SIGN en nette évolution (+9%) pour dépasser 21 000 T, augmentation contrée par une nette régression des déchets verts industriels. Il peut exister une certaine perméabilité entre l'origine de ces tonnages, dans la mesure où les prestataires d'entretien d'espaces verts chez les particuliers sont tentés de proposer à leur client de laisser les coupes sur les bords de route afin de réduire le coût de leur prestation. De plus, une partie du gisement industriel alimente des filières pas toujours autorisées à des prix d'ailleurs non compatibles avec un traitement adéquat (pour exemple, en métropole, le coût « collectivité »

moyen du traitement des déchets verts est de l'ordre de 155€ soit 13000 CFP environ). Enfin, il est clair qu'il existe un nouveau glissement des tonnages encombrants vers les déchets verts, les constats de reclassement étant moins importants cette année.



Vue 13

modalités de traitement des cendres sur l'ISD de Gadji. Il a ainsi été convenu que l'humidification faisant partie intégrante du traitement, les tonnages seraient pris en compte en sortie d'usine. Dans ce cadre, la CSP a d'ailleurs financé les moyens adéquats de transport. Le nombre de rotation entre Prony et Gadji est ainsi réduit, limitant d'autant l'impact environnemental et les risques potentiels liés aux opérations de transport, de traitement et la comptabilisation de l'eau utilisée pour l'humidification dans le gisement de déchets.

- Les tonnages de déchets liquides biodégradables sont en légère évolution.

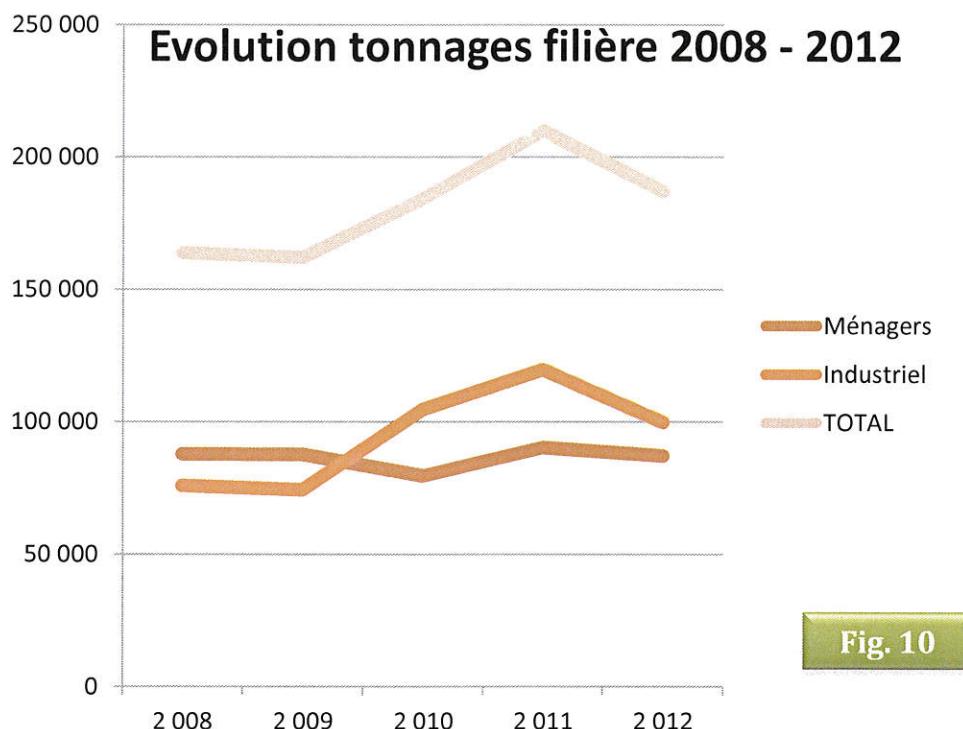


Fig. 10

L'année 2012 présente des données comparables à l'année 2010. Ainsi l'année 2011 peut être considérée comme une année exceptionnelle en termes de tonnages, tant ménagers qu'industriels.

3.4.2 Répartition des tonnages par commune SIGN :

Le tonnage présenté ci-dessous reprend le tonnage issu du gisement ménager, à savoir :

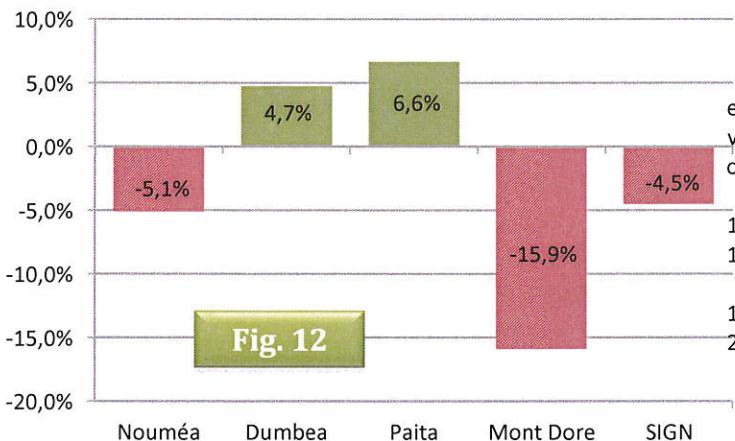
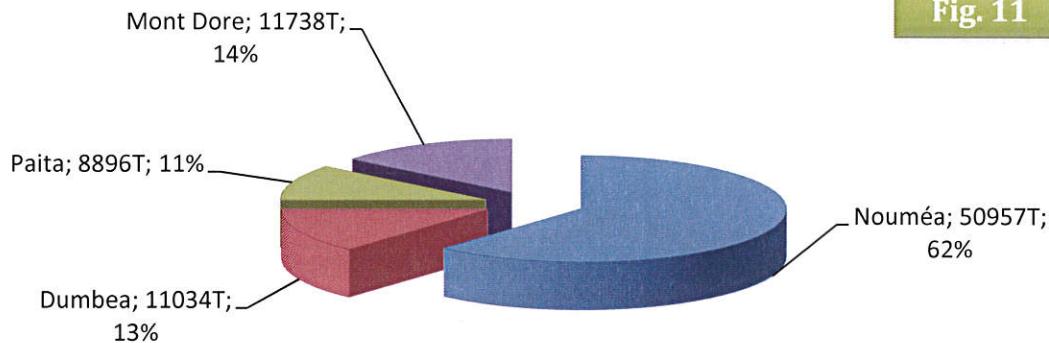
- OM collectées
- OM apportées - quai d'apport
- Déchets Verts (DV) collectés et en apport.
- Balayage et plage
- Encombrants (ENC) collectés
- ENC apportés. - quai d'apport

Les données présentées ci-dessous permettent de définir 3 typologies pour les communes du Grand Nouméa :

- Nouméa : stabilité relative des gisements, avec un fonctionnement de type urbain
- Païta et Dumbéa : évolution similaire en terme d'évolution des gisements
- Mont Dore : forte dépendance au tonnage de déchets verts et à la saisonnalité induite.

Rapport annuel d'activité - 2012

Tonnage ménager par commune 2012 - 82 626 T



Tonnage ménager par commune 2011 - 86533

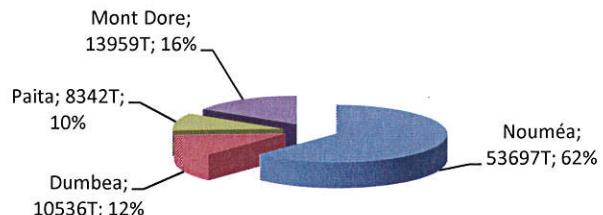
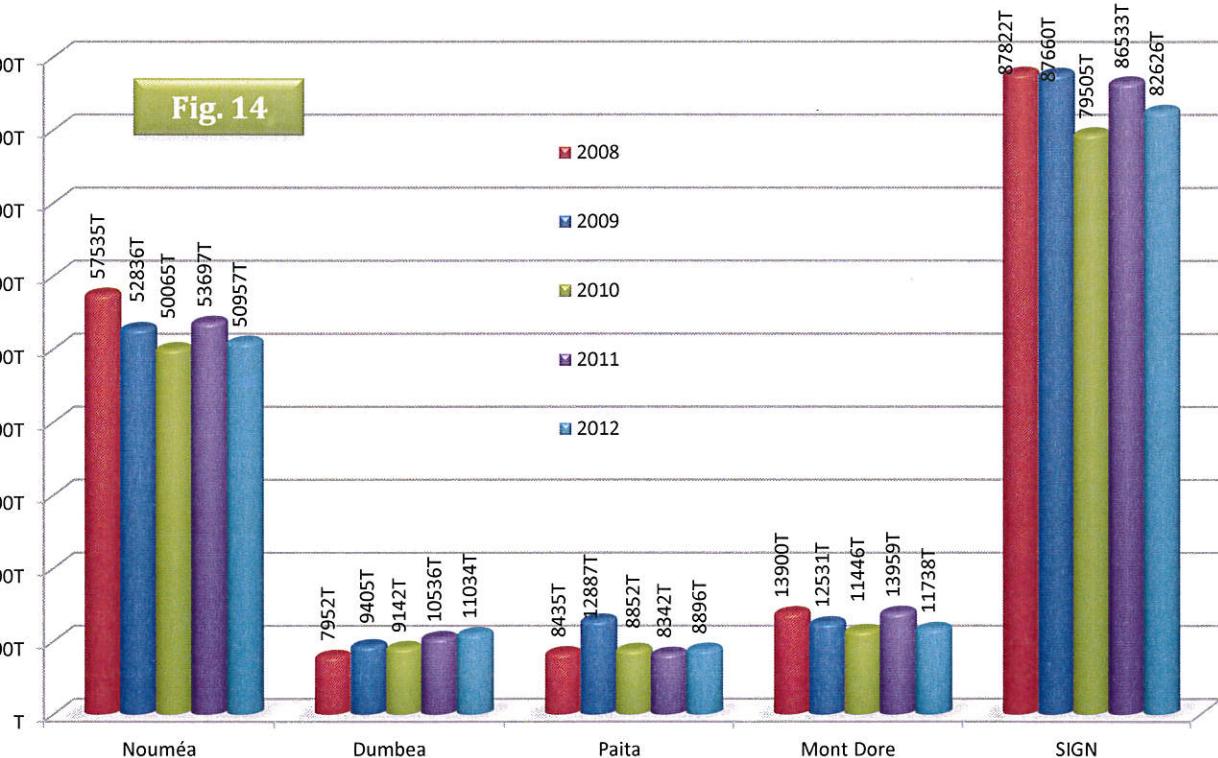


Fig. 13



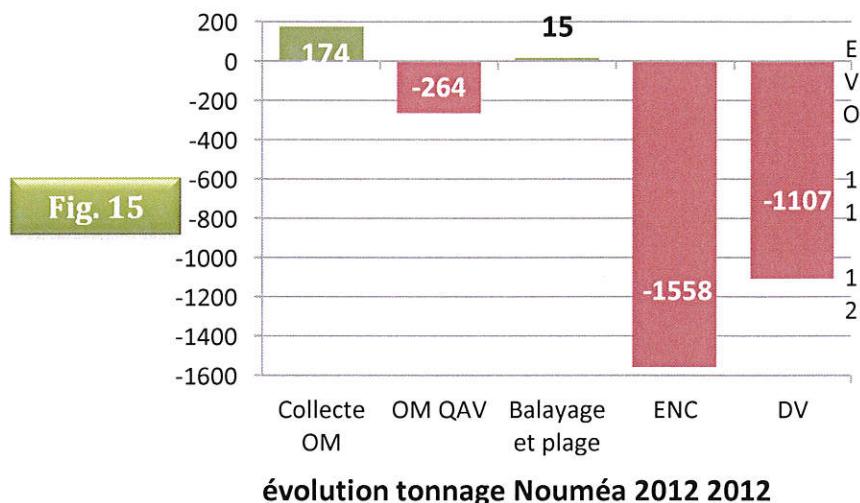
Rapport annuel d'activité - 2012

Le tonnage global affecté au SIGN est en diminution par rapport à 2010, -4,5 % soit près de 4000 Tonnes. Malgré une hausse significative l'année passée, avec la prise en compte d'un phénomène climatique aléatoire, les tonnages de 2012 confirme une évolution à la baisse sur les 5 dernières années. La courbe de tendance (figure 53) montre une baisse moyenne annuelle de plus de 1% sur ces 5 années, en contradiction avec une courbe à la hausse sur les autres déchets, peut être expliqué par la mise en place par le concédant de moyens de traitement alternatifs hors contrat mais dont les impacts réels ne pourront être ressentis qu'à long terme, tant en termes de coût final que d'efficience réelle.

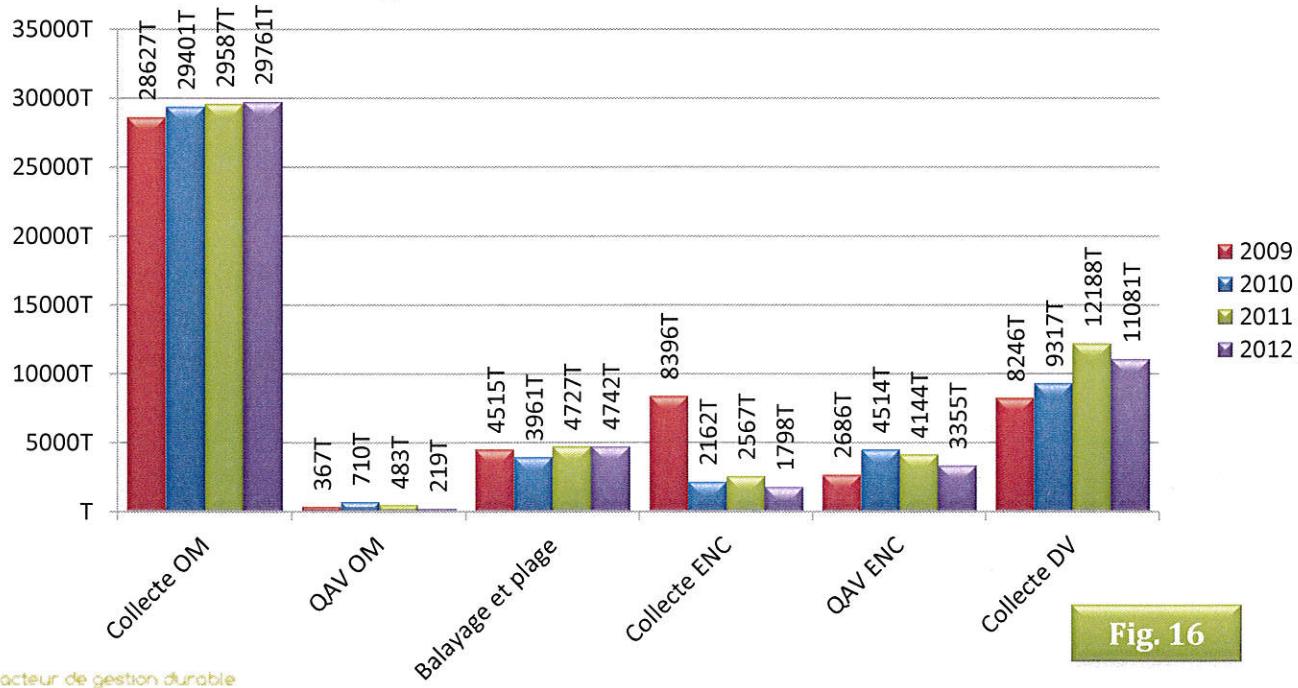
Concernant la répartition des tonnages entre les communes, il apparaît une relative constance dans les résultats, Nouméa représentant toujours 62% des tonnages.

3.4.3 Détails par commune :

3.4.3.1. Nouméa



Tonnages Nouméa 2012- 50 957T



acteur de gestion durable

Tonnages ménagers Nouméa 2012 - 50 957T

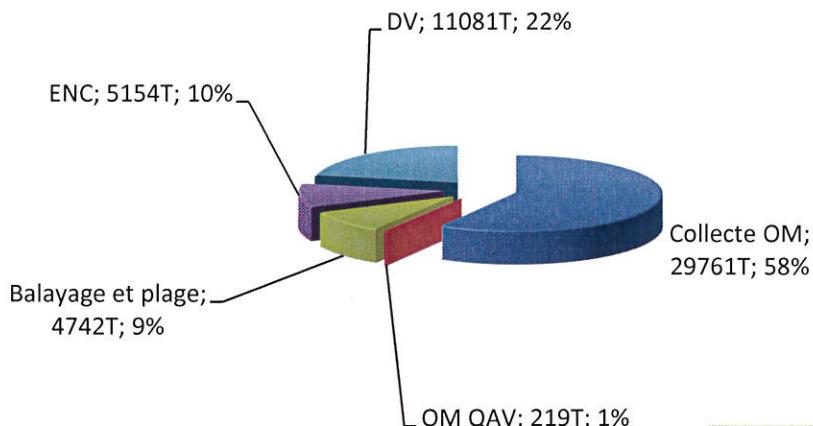


Fig. 17

Tonnages ménagers Nouméa 2011 - 53697T

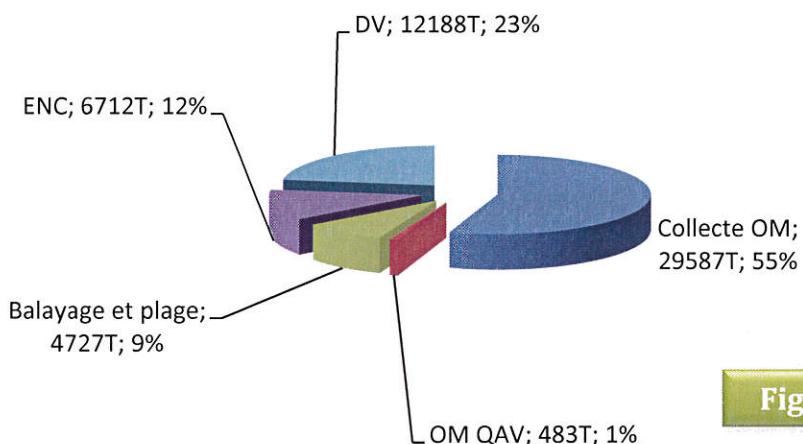


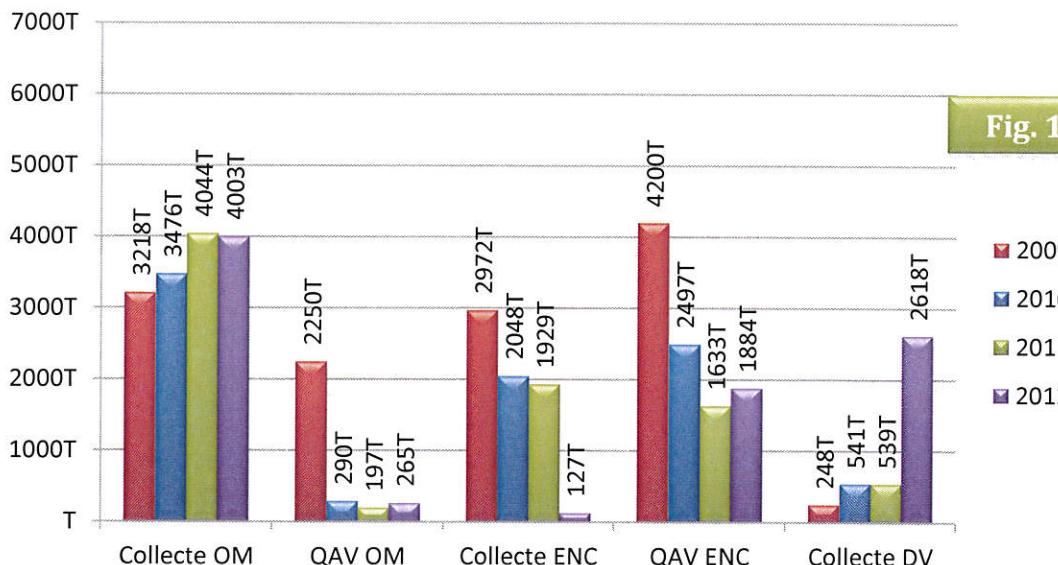
Fig. 18

Les tonnages de Nouméa connaissent une légère baisse au global, imputable à une chute des encombrants (plus de 30% en collecte et plus de 20% en QAV, le taux de collecte en QAV restant supérieur à celui des encombrants collectés). Les autres tonnages sont sensiblement comparables.

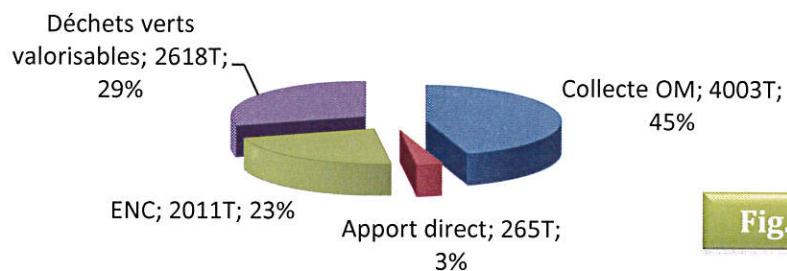
Rapport annuel d'activité - 2012

3.4.3.2. Païta

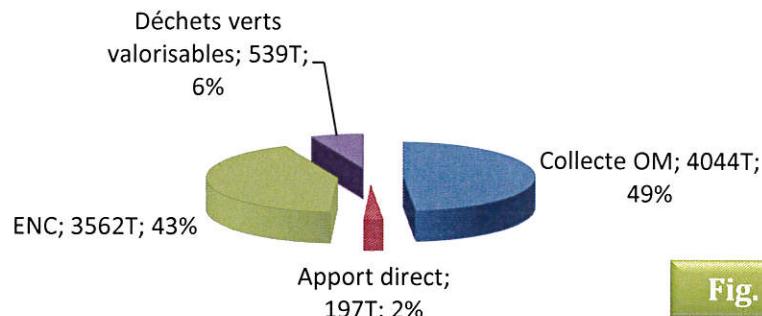
Tonnages Païta 2012 - 8 896T



Tonnage ménager Païta 2012 - 8 896 T



Tonnage ménager Païta 2011 - 8 342 T



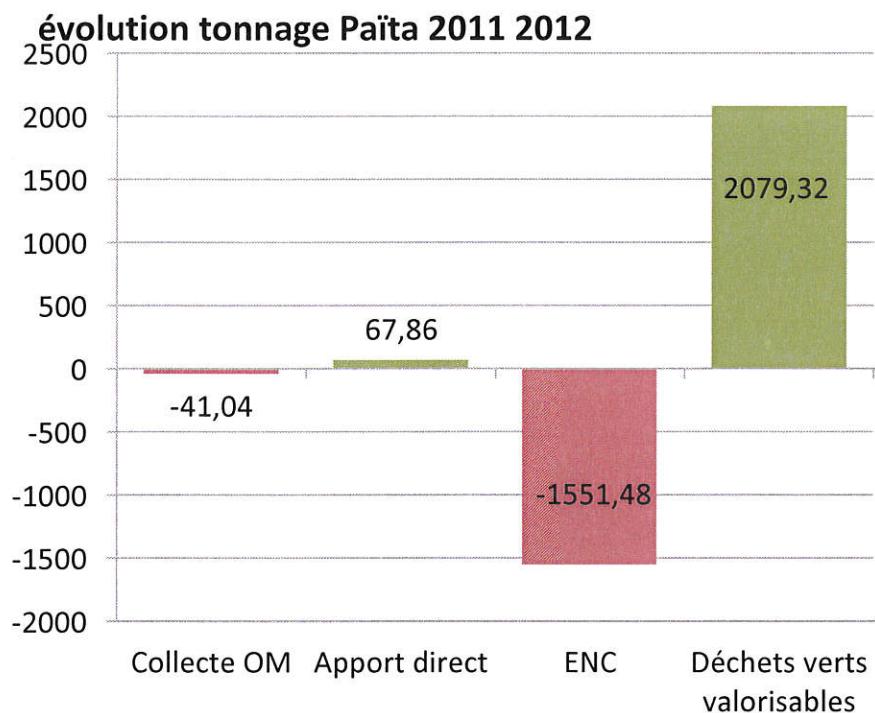
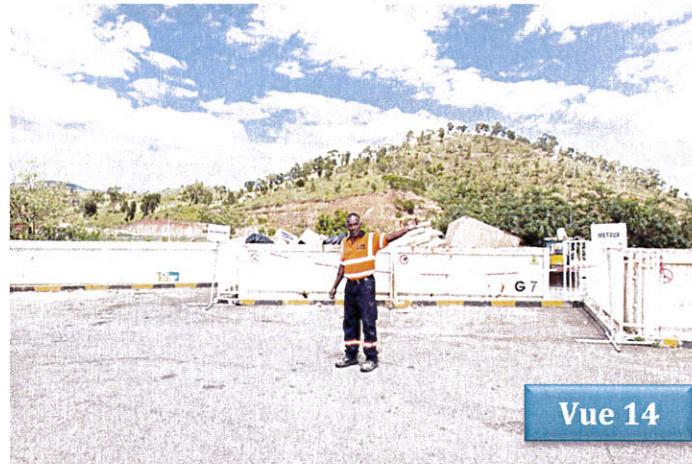


Fig. 22

Le tonnage de la commune de Païta est en augmentation comparativement à l'année précédente (+6,6%). Il est constaté une baisse importante du tonnage d'encombrants alors que le tonnage de déchets verts est en hausse sensible. Pour rappel, la CSP n'exerce aucune influence sur les collectes. Elle ne peut requalifier la catégorie de déchets qu'au point d'entrée (Ici Gadji) lors des contrôles de réception et pour vérifier la correspondance entre la déclaration des chauffeurs et la qualité réelle du chargement. En 2012, les contrôles ont été améliorés par des modifications sur les caméras de contrôle. Il peut donc être conclut à un transfert des déchets d'une catégorie vers l'autre, peut être expliqué par une modification des procédures de collecte ou une meilleure séparation lors de ces dernières.

Les autres catégories de déchets évoluent peu.



Vue 14

Rapport annuel d'activité - 2012

3.4.3.3. Dumbéa

Tonnages DUMBEA 2012 - 11 034T

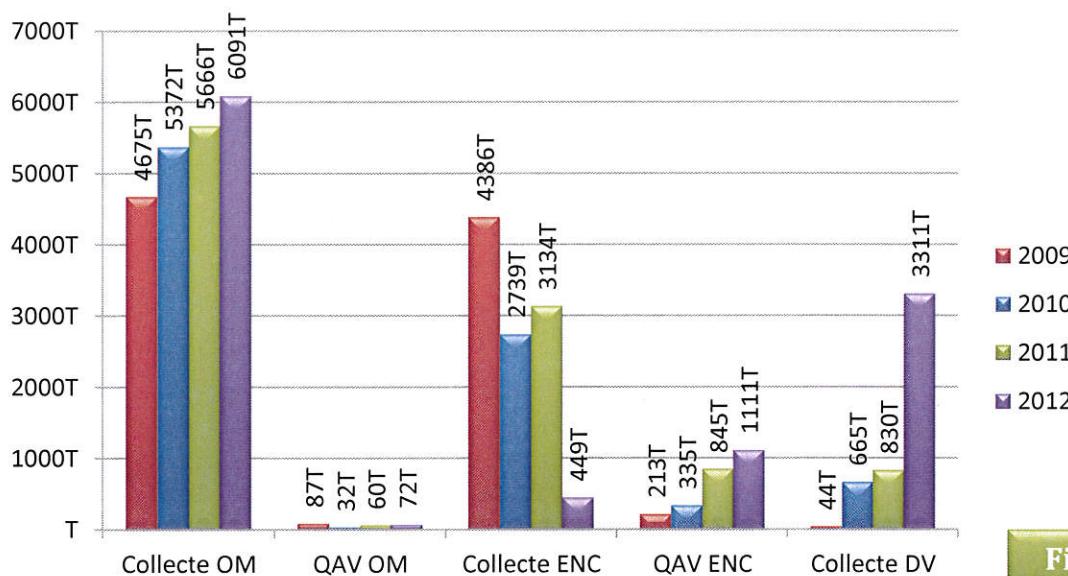


Fig. 23

Tonnage ménager DUMBEA 2012 - 11 034 T

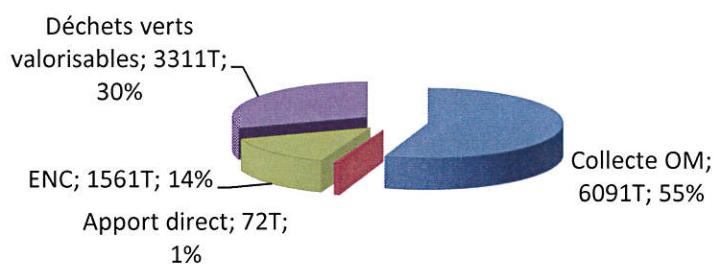


Fig. 24

Tonnage ménager DUMBEA 2011 - 10 536 T

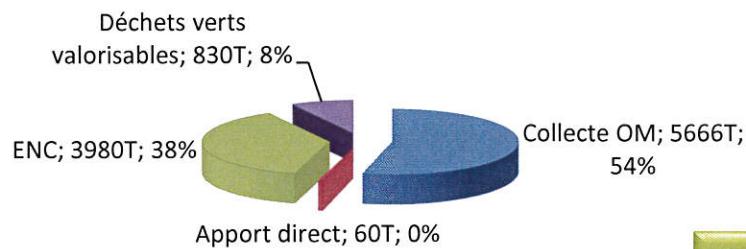


Fig. 25

évolution tonnage DUMBEA 2011 2012

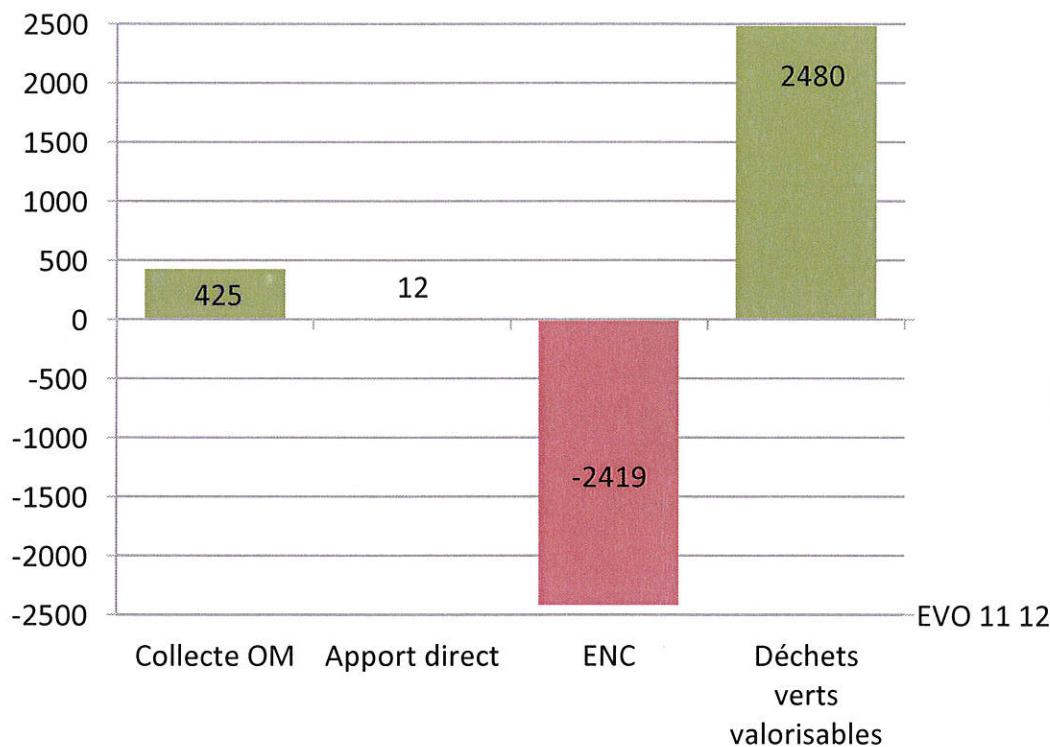


Fig. 26

Tout comme Païta, le tonnage global de la commune de Dumbéa a connu une légère évolution (+4,7%). Il est aussi à noter une migration des encombrants vers les déchets verts quasiment en 1 pour 1. Pour rappel, les années précédentes, de nombreux chargements de déchets verts étaient reclassés dès leur entrée sur site (ayant fait par ailleurs l'objet de transmission d'information auprès du SIGN et de constats photographiques). Pour 2012, il apparaît une nette amélioration des collectes sur cette commune.

Il est aussi constater une légère évolution sur la collecte des OM (+7,5%), à mettre en lien avec l'évolution de la population sur cette commune (nouvelles zones résidentielles). Il est enfin constaté une nette augmentation des apports directs sur les QAV (encombrants + OM) de l'ordre de 30%. Les opérations de communication sur les QAV, réalisées par CSP au cours de l'année (voir exemple en Annexe 27), semblent porter leur fruit sur ce périmètre.

3.4.3.4. Mont Dore :

Tonnages Mont Dore 2012 - 11 738 T

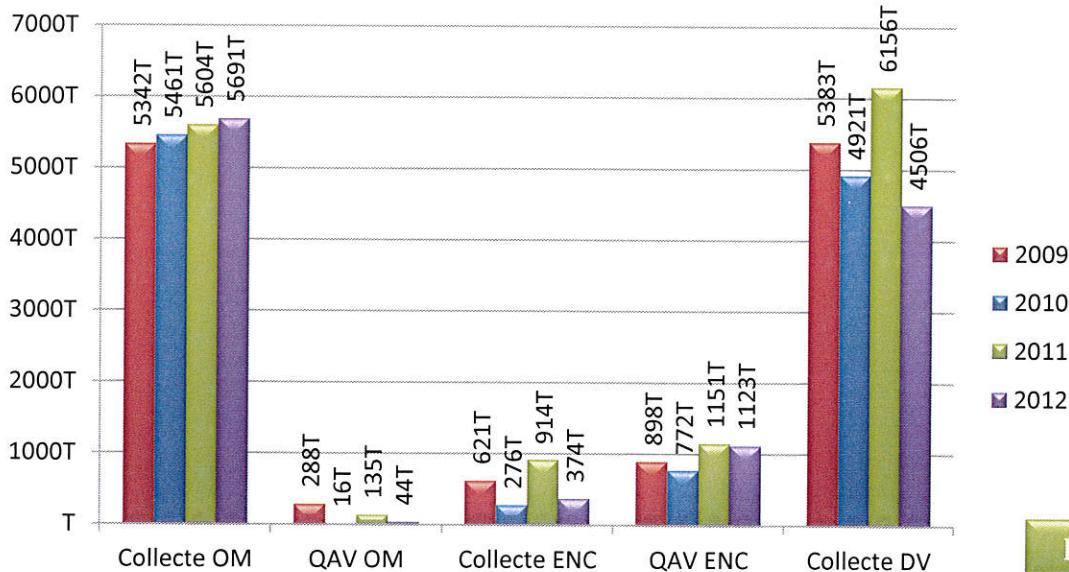


Fig. 27

Tonnage ménager Mont Dore 2012 - 11 738 T

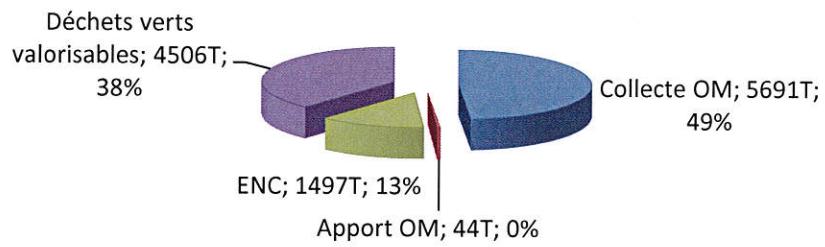


Fig. 28

Tonnage ménager Mont Dore 2011 - 13 959 T

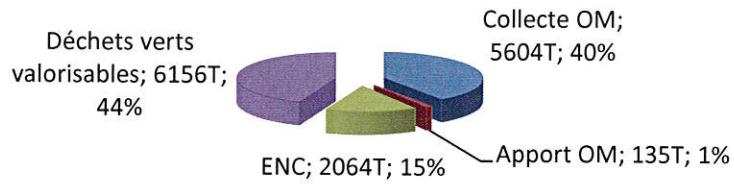
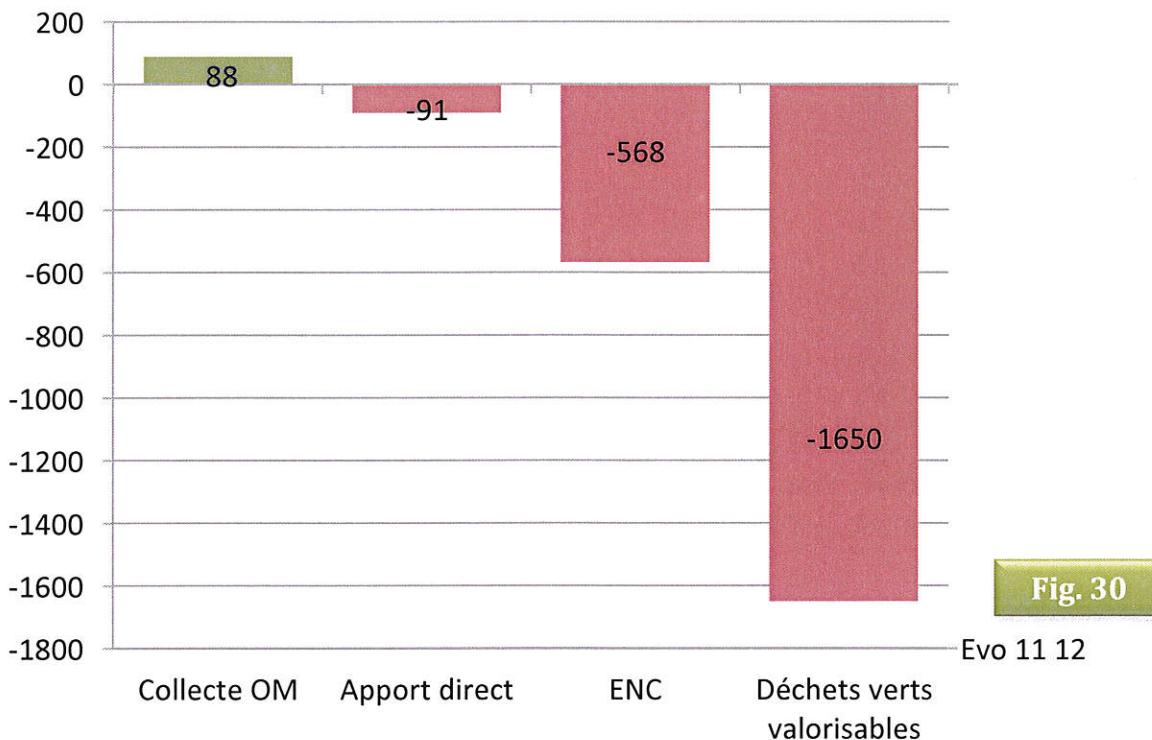


Fig. 29

évolution tonnage MONT DORE 2011 2012



Les tonnages totaux de la Ville du Mont Dore sont en nette diminution comparativement à l'année précédente. Toutefois, le retour d'expérience du dernier quinquennat montre une volatilité importante des tonnages de déchets verts de cette commune, liés à la météorologie. L'année 2012 ayant connu une pluviométrie dans la moyenne (tout comme 2010), les tonnages de déchets verts évoluent de manière similaire. Il est toutefois à noter une nette diminution des apports d'encombrants en collecte (- 60%), alors que les encombrants en apport volontaire sont stables, éventuellement à mettre en lien avec les modifications apportées au mode de collecte de la commune et sur lequel la CSP ne peut intervenir.

2012 a vu la fin des travaux de construction du quai d'apport volontaire et de la plateforme de broyage de déchets verts. (cf. chapitre 3.1.3). Les conditions de réception des déchets pour les usagers de ce quai sont aujourd'hui considérées comme optimales. Concernant la réception des déchets verts collectés, des dysfonctionnements sont encore constatés en 2012 (notamment en termes de qualité et de dimensionnement). Les échanges engagés en 2011 avec le syndicat et la commune n'ayant que peu avancé, impliquant des charges de transfert supplémentaires pour le concessionnaire.

3.4.4 Détails par site :

3.4.4.1. Répartition entre les sites :

Répartition par site 2012

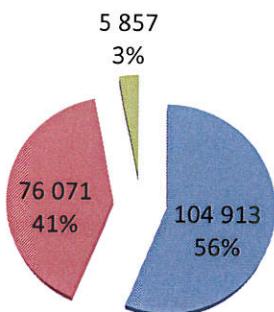


Fig. 31

Répartition par site 2011

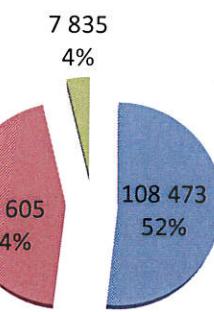


Fig. 32

Migration entre sites 2012

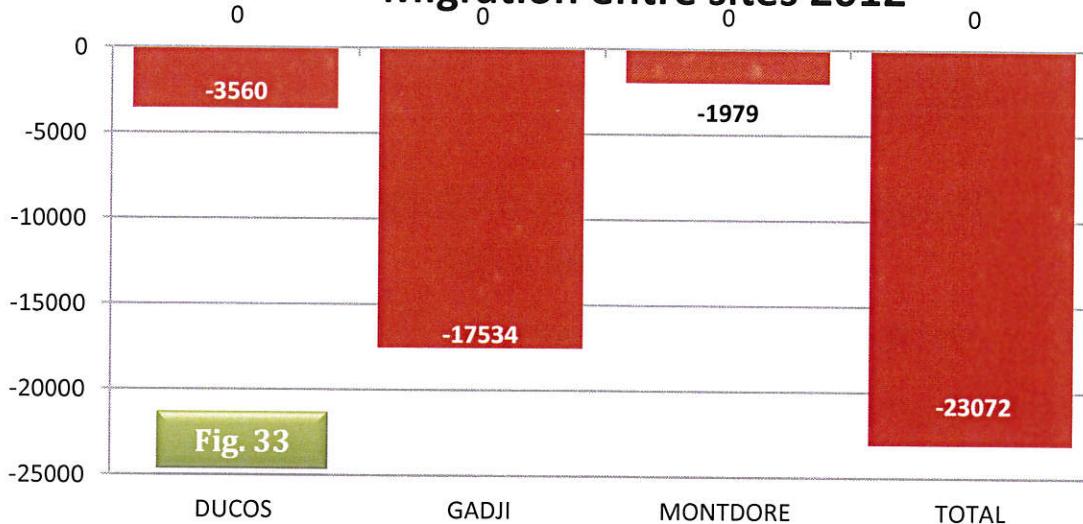


Fig. 33

L'année 2012 voit une nette diminution des tonnages sur l'ensemble des sites expliquée par différents facteurs :

- Mont Dore : A mettre directement en lien avec la diminution des tonnages de la commune du Mont Dore et notamment dans la catégorie Déchets Verts (lien évident avec les conditions météo de l'année).
- Une diminution nette des apports sur l'ISD de Gadji, à mettre en lien, comme sur Ducos, dans une moindre mesure, avec un potentiel ralentissement de l'économie et donc de la quantité produite de déchets par les entreprises, amplifié par la mise en place de filières alternatives plus ou moins contrôlées. Cet effet est d'ailleurs aussi ressenti dans les tonnages ménagers du SIGN. Enfin, pour les tonnages industriels de Gadji, sont à mettre en lien les évolutions concernant le traitement des cendres.

Rapport annuel d'activité - 2012

3.4.4.2. Ducas :

Répartition par type de déchets 2012 - DUCOS - 104 913T

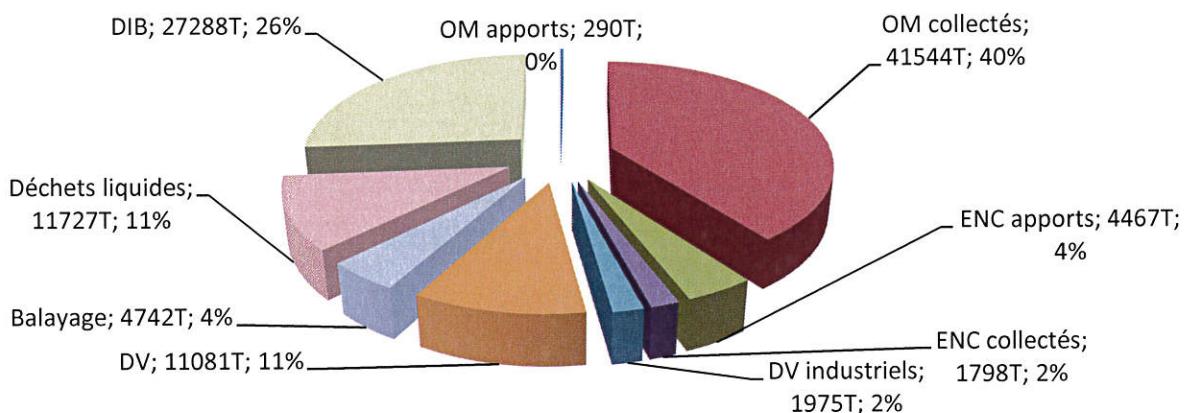


Fig. 34

Répartition par type de déchets 2011 - DUCOS - 108 473T

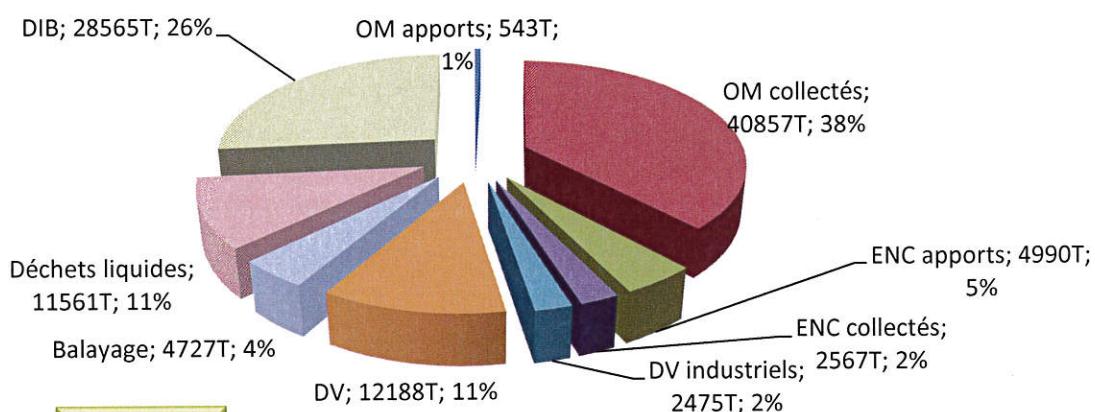


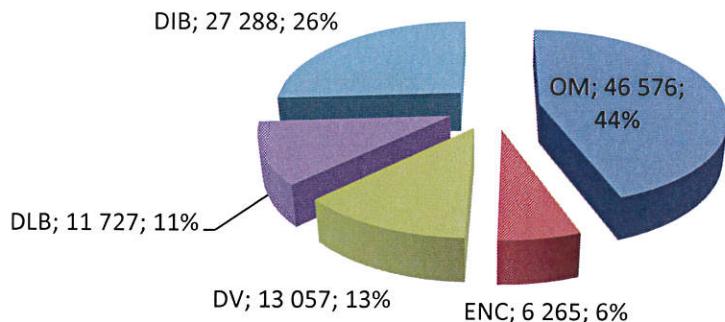
Fig. 35

L'année 2012 a vu apparaître une baisse globale des déchets sur le site de Ducas de 3,28%. Le tonnage 2012 est comparable à l'année 2010. Il est possible de constater que la répartition des apports est similaire aux années précédentes, avec toutefois un léger renforcement dans la répartition concernant les OM collectées, qui représente en 2012, 40% des déchets reçus sur le site de Ducas.

Les figures à la page suivante permettent d'avoir une vision plus synthétique.

Répartition par catégorie de déchets 2012 - DUCOS - 104 913T

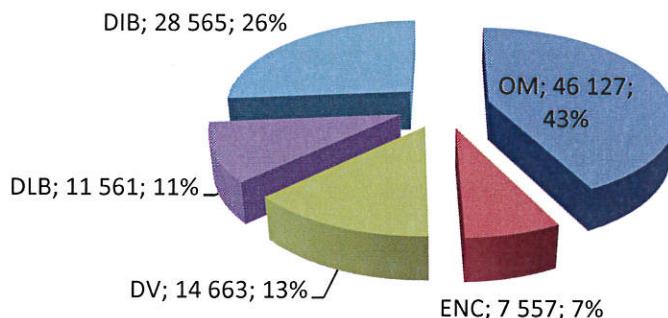
Fig. 36



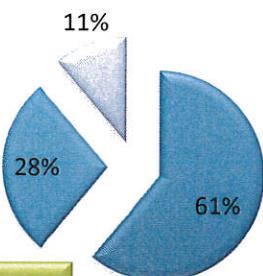
Répartition par catégorie de déchets 2011 - DUCOS

Fig. 37

108 473T



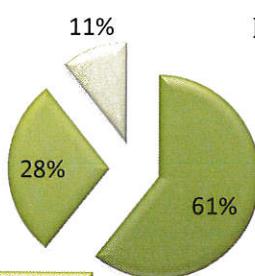
La figure suivante montre que les installations de Ducos sont majoritairement utilisées dans le cadre du contrat du SIGN avec une répartition équivalente à l'année précédente (à noter un erratum sur les données 2011 dans le rapport d'activité précédent)



Répartition des clients DUCOS 2012

- SIGN
- Industriels
- Vidangeurs

Fig. 38



Répartition des clients DUCOS 2011

- SIGN
- Industriels
- Vidangeurs

Fig. 39

3.4.4.3. *Gadji* :

Répartition par type 2012 - GADJI - 76 071T

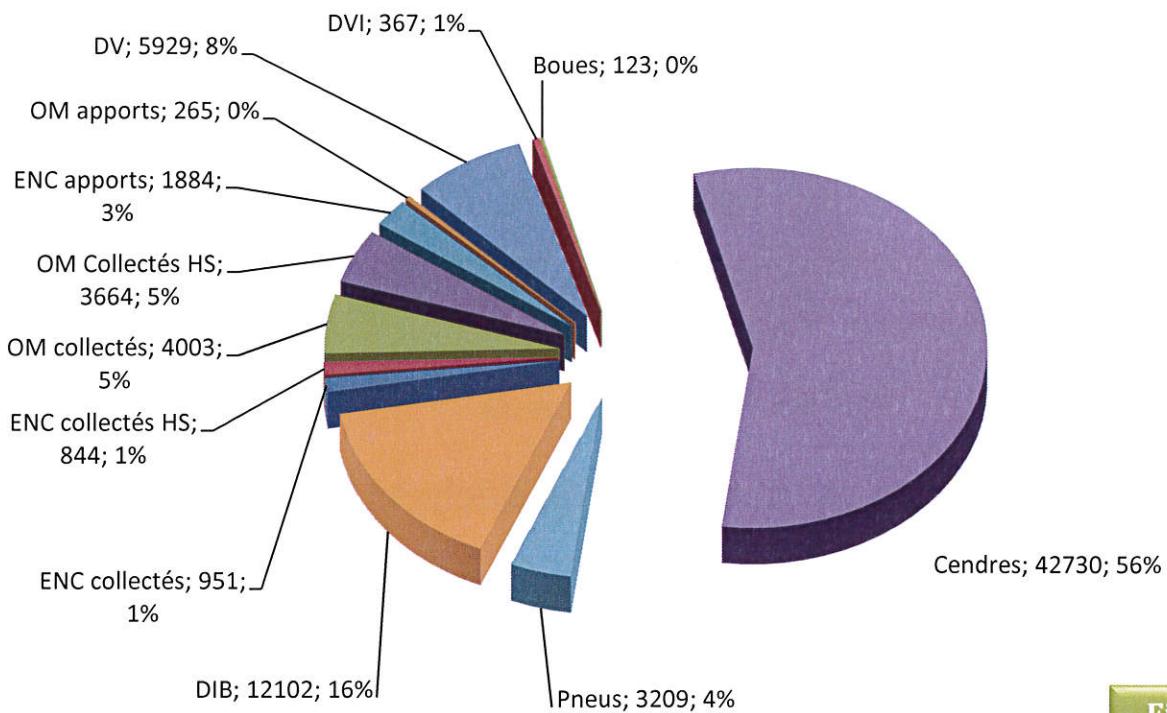


Fig. 40

Répartition par type 2011 - GADJI - 93 605 T

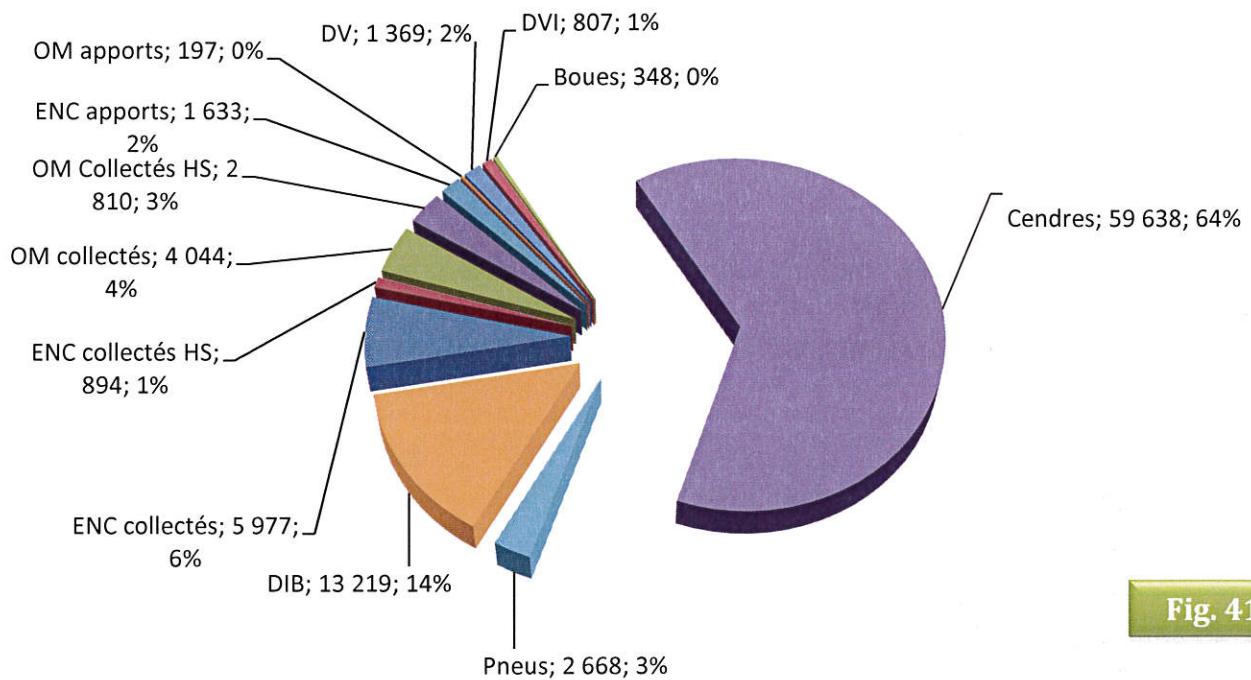


Fig. 41

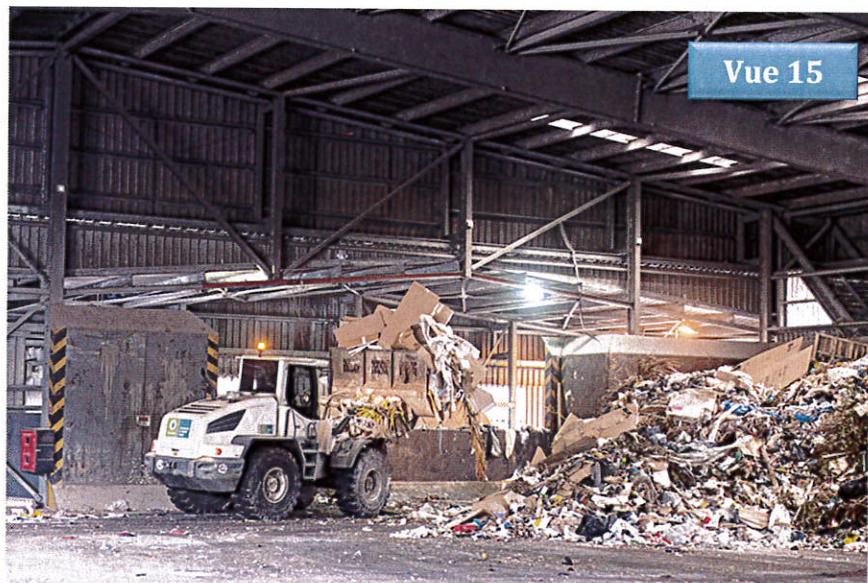
La répartition par type présentée à la page précédente montre une nette diminution des apports sur le site de Gadji, notamment dans les types suivants :

- Cendres : diminution expliquée par la prise en compte des tonnages sortants de l'unité de production, le prétraitement par humidification nécessaire au transport étant intégré au traitement global par stockage.
- DIB (DNDAE) : comme sur Ducos, il est constaté une baisse des DIB (DNDAE) (hors cendres), de l'ordre de 8%.
- Le tonnage d'encombrants collectés (SIGN) a été divisé par 6 au cours de l'année 2012. Cette évolution est expliquée par un transfert des encombrants vers les déchets verts, notamment pour les communes de Dumbéa et Païta.
- Une augmentation de 15% des encombrants en apport direct sur le QAV montre une montée en puissance de cette installation qui peut être expliquée par une évolution des usages auprès des particuliers (cf. campagne de communication ci-dessus citée et annexe 27)

A noter une évolution significative des tonnages de pneus traités sur l'installation, ainsi qu'une prise d'importance des tonnages ménagers hors SIGN.

Par catégorie, les figures de la page suivante confortent les informations précédentes. En répartition, la part de DIB (DNDAE) (cendres comprises) évolue peu. Les apports complémentaires des collectivités hors SIGN participent largement aux évolutions des tonnages des OM et encombrants.

Il est à noter que l'ensemble des données suivantes correspondent aux déchets reçus sur l'installation de Gadji dans son ensemble et ne correspondent pas au tonnage traité par stockage par la CSP. Il ne comporte pas non plus les tonnages transférés depuis les autres installations de la CSP liées au contrat de concession, traitées par ailleurs dans les différentes parties du présent document ou de ses annexes.



Les tonnes reçues sur l'installation de Gadji retrouvent un niveau comparatif à 2010.

Il est aussi possible de constater que le site de Gadji, contrairement à celui de Ducos et de Mont Dore a une vocation beaucoup plus industrielle en termes de profil d'usagers.

Rapport annuel d'activité - 2012

Répartition par catégorie 2012 - GADJI - 76 071T

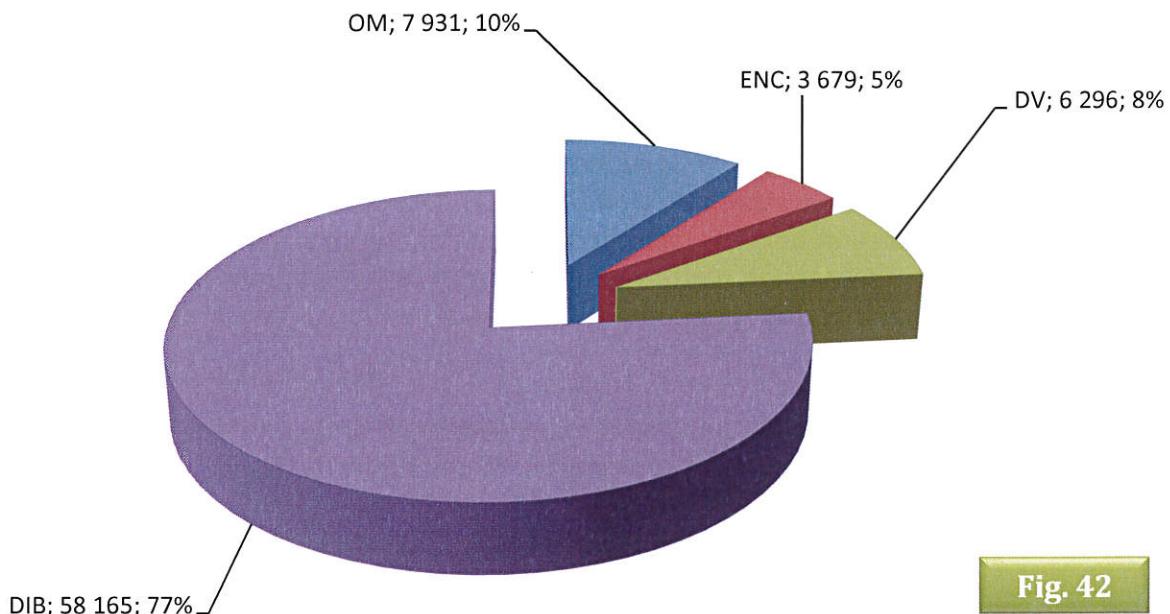


Fig. 42

Répartition par catégorie 2011 - GADJI - 93 605 T

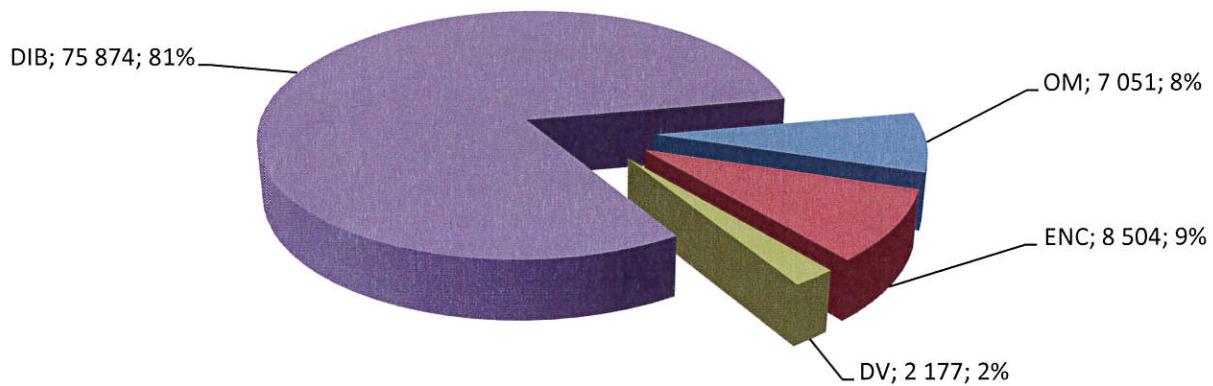


Fig. 43

3.4.4.4. La coulée

Répartition des apports par catégories de déchets - La Coulée - 2012 - 5 867 T

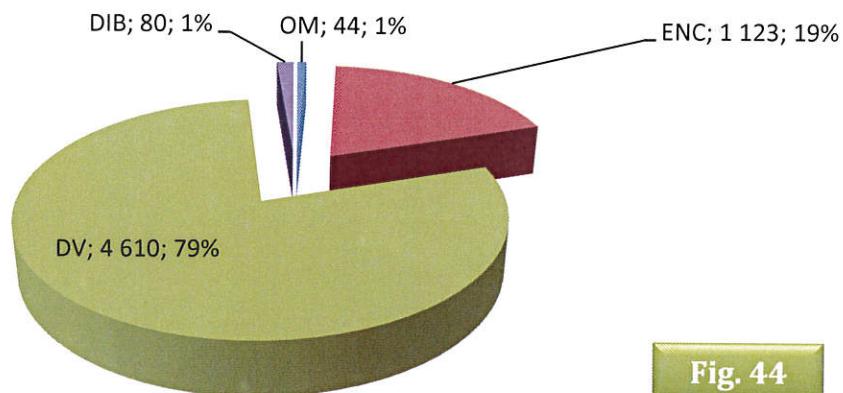


Fig. 44

Répartition des apports par catégories de déchets - La Coulée - 2011 - 7835 T

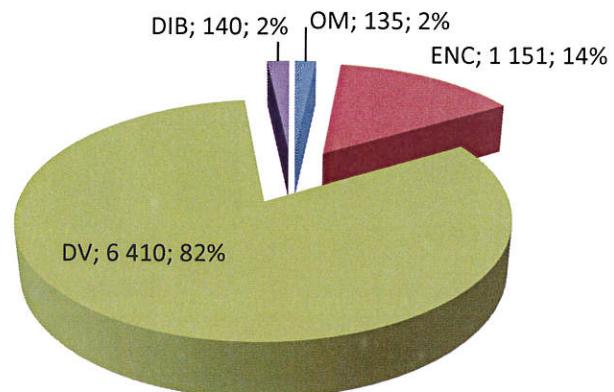


Fig. 45



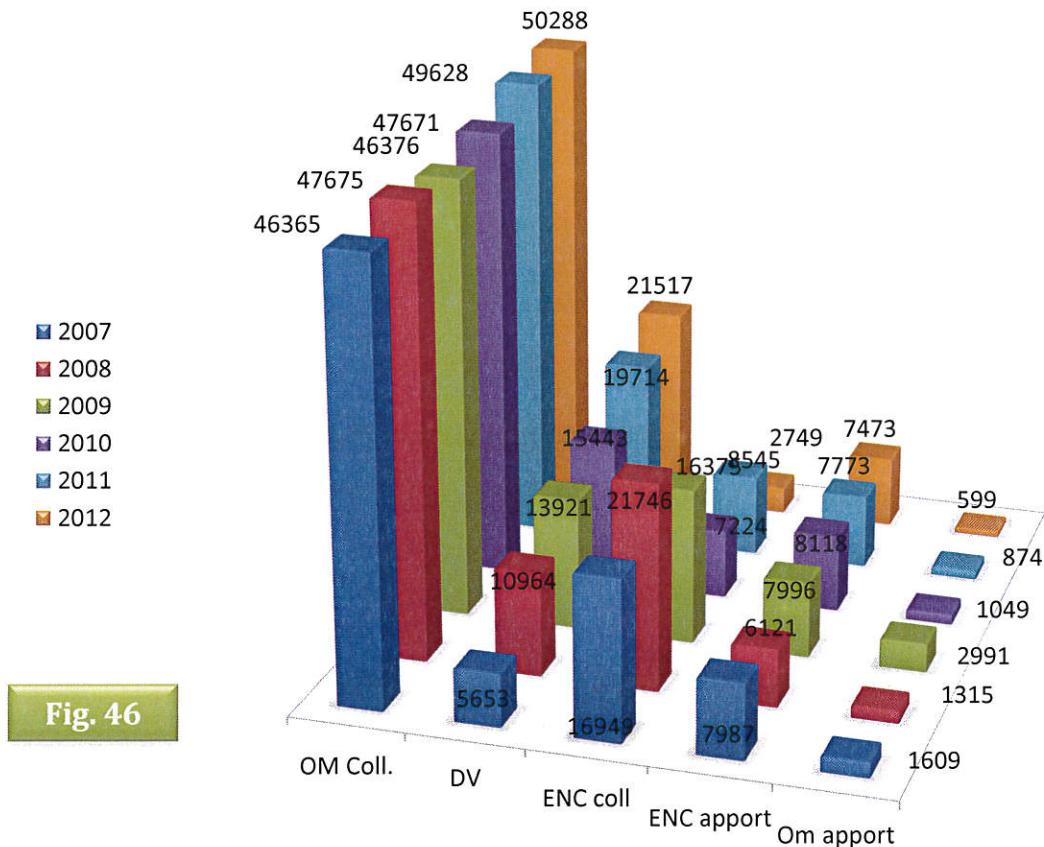
acteur de gestion durable

Les tonnages de 2012, rapportés aux chiffres des années précédentes confirment le lien entre les résultats de ce site et la production de déchets verts. Les tonnages de ces derniers évoluant fortement tant en quantité qu'en ratio.

3.4.5 Répartition des tonnages SIGN et études statistiques:

3.4.5.1. Tonnages :

comparatif déchets SIGN 2007 à 2012



La figure ci-dessus montre une légère augmentation dans le tonnage d'ordures ménagères collectées, confirmant les tendances précédentes, ainsi qu'une nouvelle évolution importante entre les tonnages de déchets verts et d'encombrants collectés. Les autres tonnages montrent peu d'évolution comparativement à l'année précédente.

Les figures pages suivantes reprennent les tonnages du SIGN par catégorie et par type : Il est ainsi possible de constater les tendances suivantes : Evolution du tonnage des OM, nette diminution des encombrants collectés (maintien relatif des encombrants en apport), en partie au profit des déchets verts. Baisse général des tonnages SIGN de l'ordre de -4,5%.

Répartition par catégorie - SIGN 2012 - 82 626T

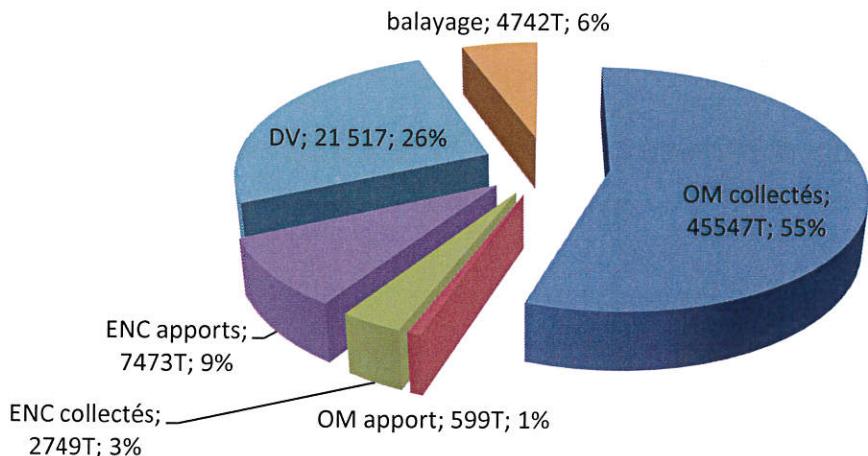


Fig. 47

Répartition par catégorie - SIGN 2011 - 86 533T

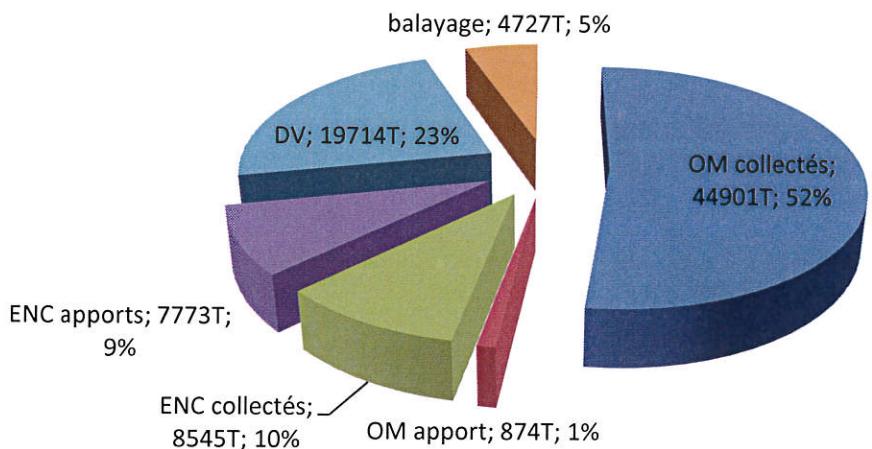


Fig. 48

Répartition par type - SIGN 2012 - 82 626T

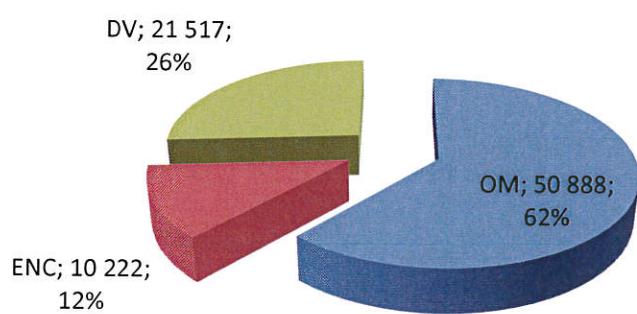


Fig. 49

Répartition par type - SIGN 2011 - 86 533T

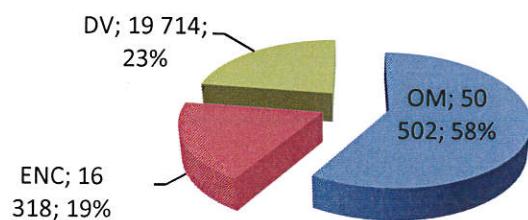


Fig. 50

3.4.5.2. Statistiques et tendances :

La figure suivante montre une morphologie des courbes cumulées sensiblement identique à l'année précédente, la volatilité étant de plus en plus flagrante concernant Déchets Verts et Encombrants, par ailleurs confirmée par la figure reprenant les écarts type moyens en bas de page et pouvant atteindre plus de 40% pour les encombrants.

Comparatifs déchets SIGN 2007 à 2012 cumulatif annuel

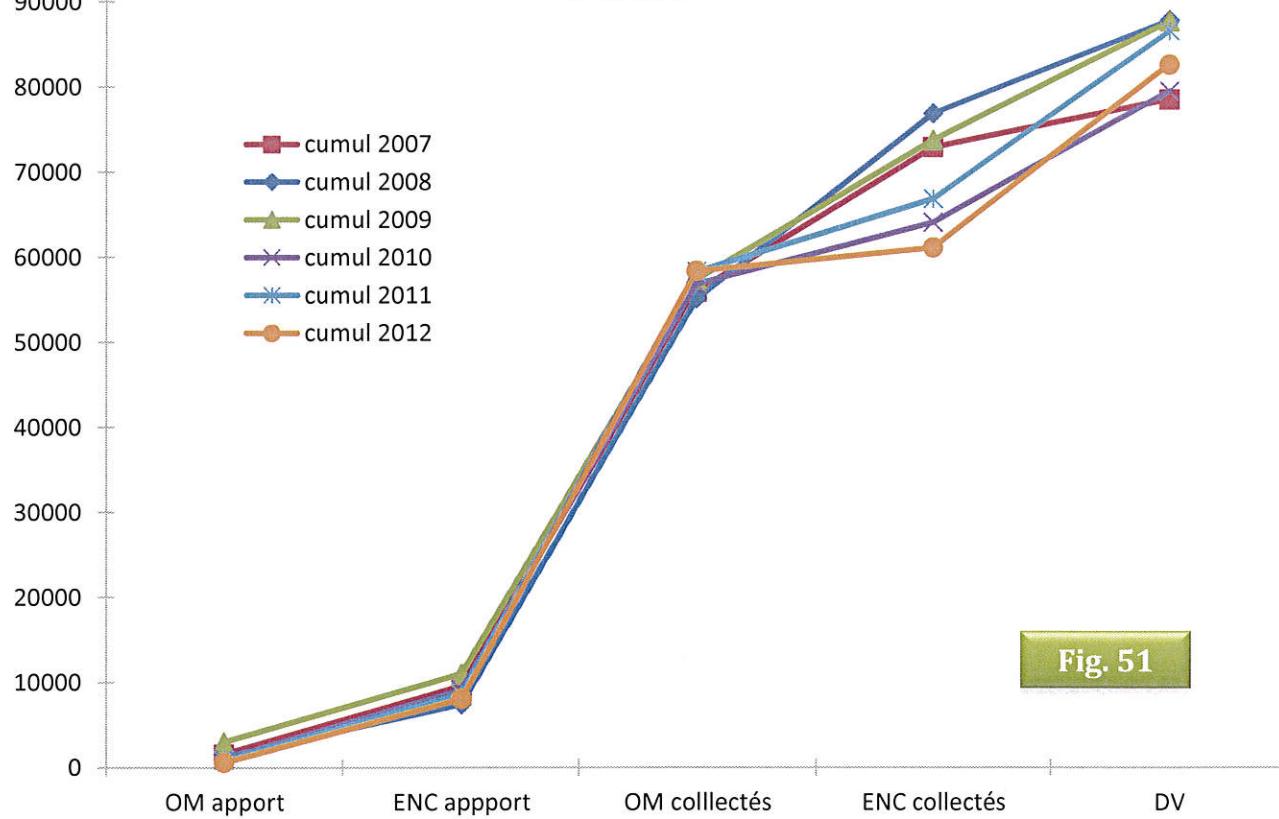


Fig. 51

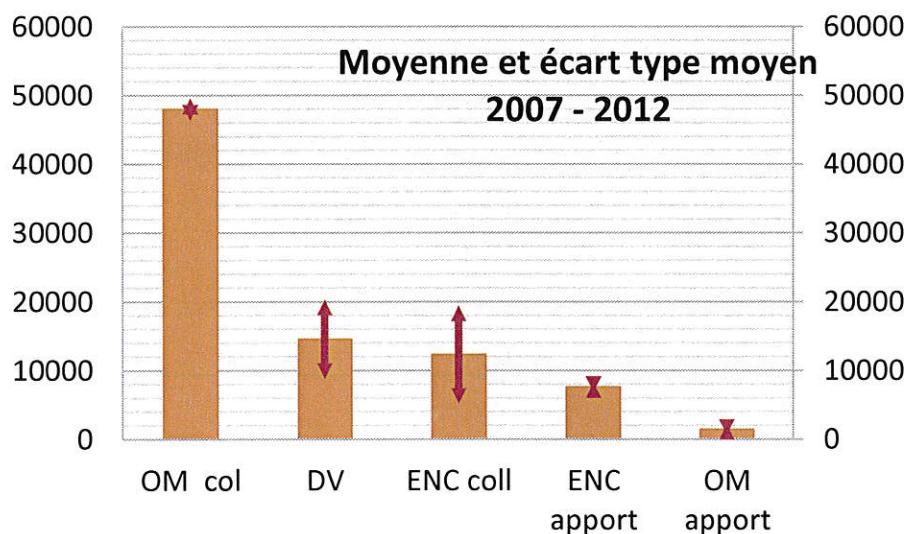


Fig. 52

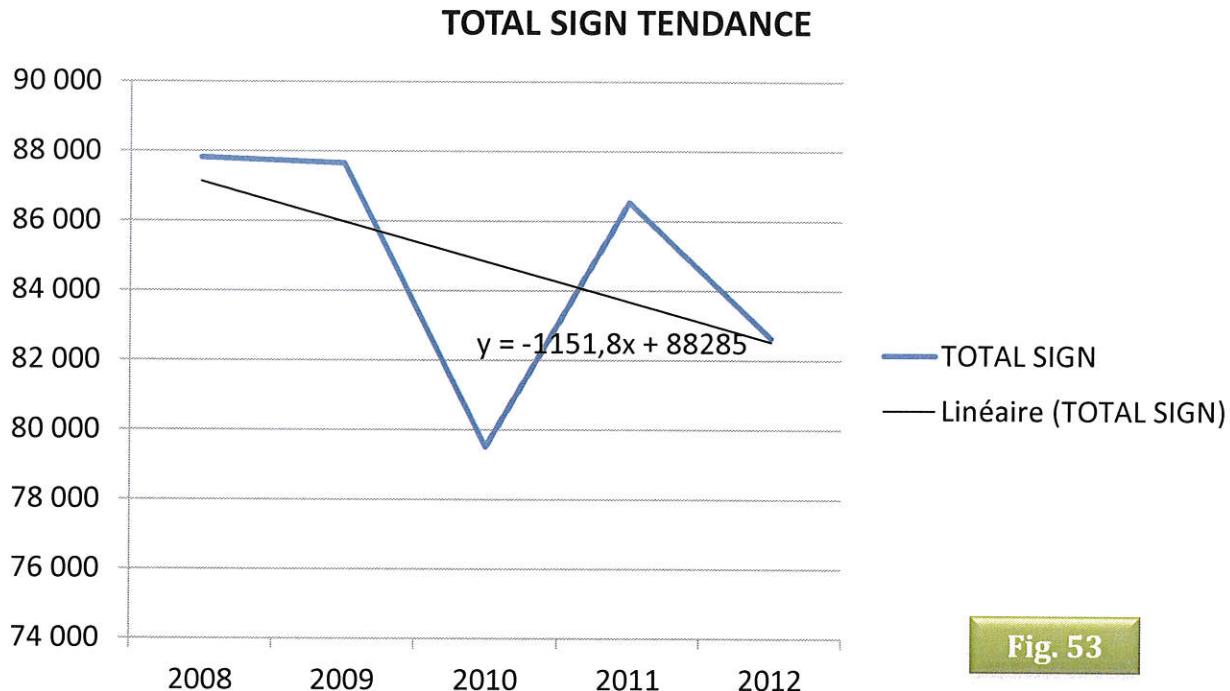
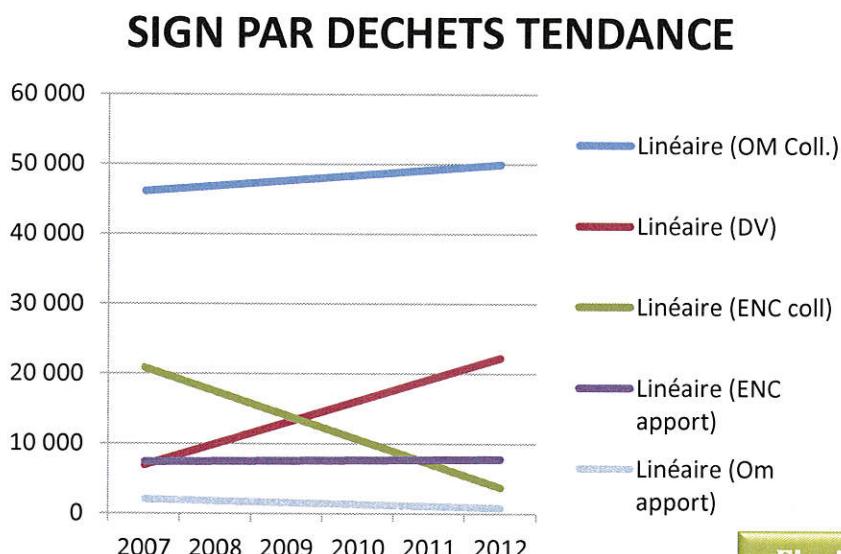


Fig. 53

La figure ci-dessus permet de déterminer une tendance à la baisse concernant les tonnages affectés au SIGN, de l'ordre de -1% par an sur les 5 dernières années. Cette donnée conforte les calculs de pérennité du site repris dans l'annexe 6, où l'hypothèse d'augmentation de tonnages global annuel a été prise à +1% (basée sur l'évolution des tonnages des années 2008 à 2011 et corrélée à l'augmentation de population sur le bassin de collecte sur une période similaire : +1,2 % - source ISEE, recensement 2004 - 2009). La pente de cette droite montre une baisse moyenne du tonnage global de l'ordre de 1200 tonnes annuellement (sur les 5 dernières années), alors que les tonnages d'ordures ménagères collectées sont en évolution sur la période (cf. graphique ci-dessous).



La figure « par déchets » présente les évolutions des gisements traités pour le compte du SIGN, et confirme par ailleurs la tendance au transfert d'une partie des encombrants vers le déchet vert, sans toutefois les compenser totalement.

Fig. 54

acteur de gestion durable

3.4.6 Tonnages industriels :

Répartition par Type - DI - 2012 - 99 707 T

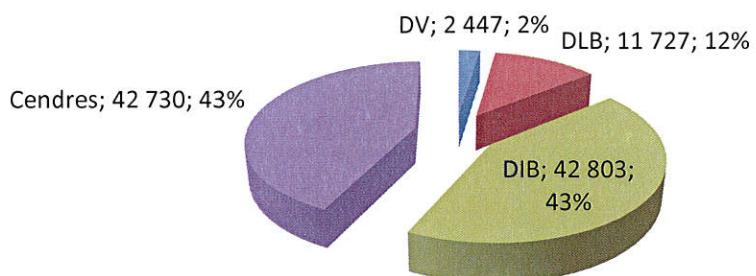


Fig. 55

Répartition par Type - DI - 2011 - 119 676 T



Fig. 56

La figure précédente reprend les répartitions de tonnage pour les années 2011 et 2012.

Le tonnage de DLB s'est stabilisé en 2012.

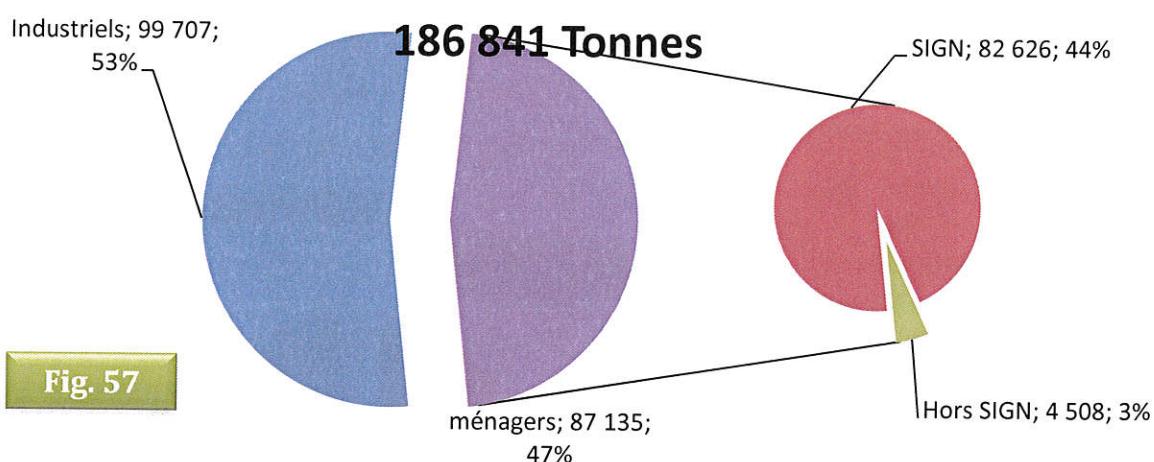
Il apparaît toujours une nette prépondérance des tonnages de cendres, malgré une baisse significative, expliquée plus haut. Il est toutefois à noter que l'impact sur les volumes et le vide de fouille n'est pas significatif au regard du taux de compaction, des relevés correspondants et de la durée de vie du site, confirmé par ailleurs par la projection du phasage d'exploitation transmis au SIGN en cours d'année et présenté en annexe 6.

Les Déchets verts industriels connaissent une baisse, à mettre en relation avec une année à la pluviométrie conforme à la normale (comparativement à 2011) mais il est toujours constaté une fuite d'une partie du gisement vers d'autres installations non contrôlées par la CSP et vraisemblablement non-conformes aux prescriptions ICPE en la matière.

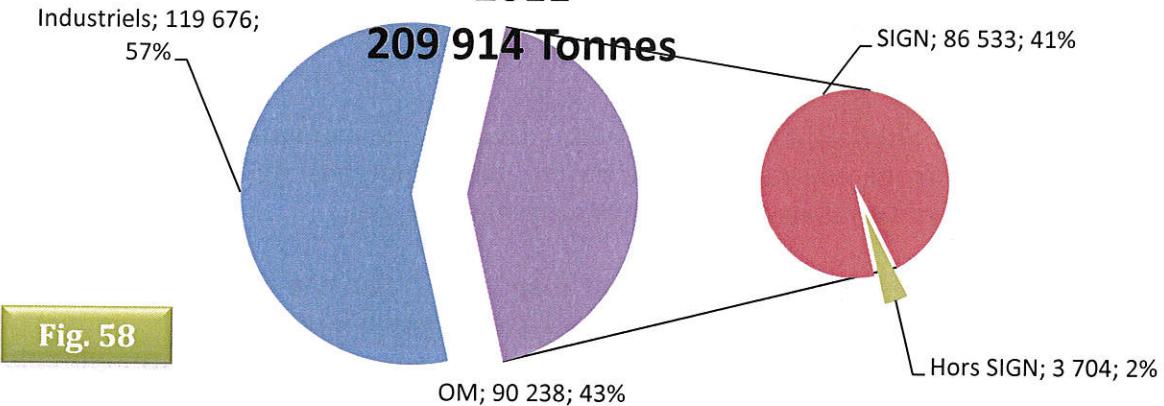
Les DIB (DNDAE - hors cendres) connaissent une également une baisse de l'ordre de - 5%.

Les cendres conservent un rôle significatif dans l'équilibre économique du contrat. Une dilution des gisements vers d'autres filières « concurrentes » telles que Mont Dore Environnement (pour les ménagers), SVP Mana, SHRED'X, ou encore ECOTRANS (pour les industriels) sont toujours significatives. Si cela peut être considéré comme de la juste concurrence pour les filières dites industrielles (nonobstant l'obtention d'autorisation) elle devient plus problématique, au regard du contrat de concession pour les filières ménagères. Ces aspects ont d'ailleurs fait l'objet d'alertes régulières au syndicat par la CSP, sans résultat.) X

Répartition des tonnages ménagers et industriels 2012



Répartition des tonnages ménagers et industriels 2011



La répartition des tonnages évolue légèrement, du fait d'une baisse plus importante enregistrée sur les tonnages industriels. Toutefois, le poids de ces derniers en termes de tonnages et encore plus en termes de chiffre d'affaire (au regard notamment des prix plus faibles mais aussi des abondements et quotes-parts versées au titre du contrat de concession au concédant) reste prépondérant. Il est à noter une nouvelle évolution des tonnages des déchets ménagers hors SIGN.

3.4.7 Tonnages répartis par type de traitement :

En 2012 (voir figure 59), 92% des déchets reçus sur les sites de CSP ont été stockés. 6% ont suivi la filière de traitement des déchets liquides biodégradables et 2% ont été valorisés (cf. chapitre 2.4.8).

Type de traitement 2012

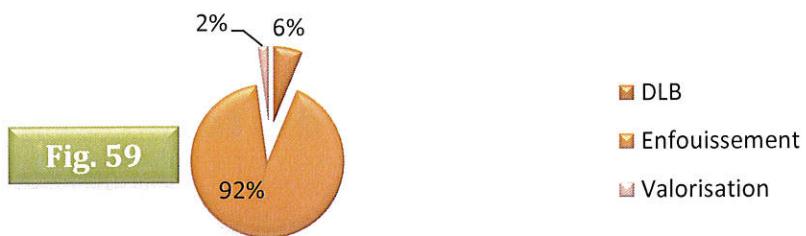


Fig. 59

3.4.8 Tonnages sortants ou valorisés :

Après avoir mis en exploitation un outil performant, conforme à l'état de l'art en la matière et respectueux des normes environnementales en vigueur, permettant de gérer de façon la plus adaptée au territoire les gisements de déchets non dangereux et plus particulièrement ceux du périmètre du grand Nouméa, à des coûts acceptables, la CSP tente de mettre en place et de pérenniser des filières de traitement alternatives (valorisation, recyclage ou traitement dédié), qu'elles soient en local, à l'export, en son nom propre ou en association, afin de répondre aux objectifs de la Province Sud en terme de performance environnemental.

Valorisation 2012

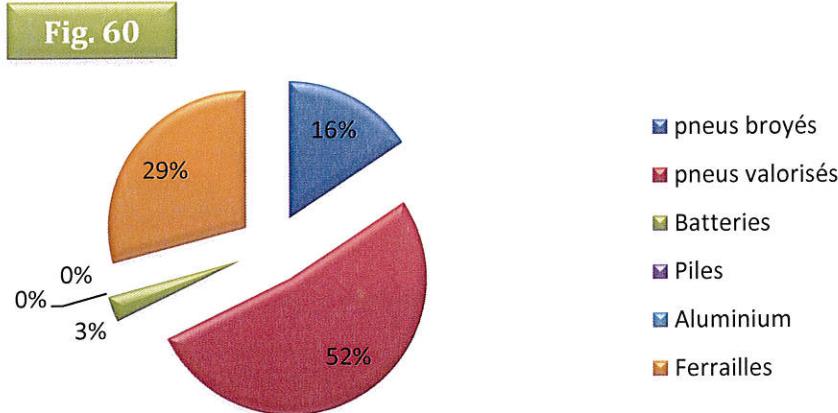


Fig. 60

Ces filières doivent évidemment respecter à leur tour les normes et être à des coûts économiquement acceptables, tant pour l'usager particulier que pour l'industriel, pour qui une alternative beaucoup plus cher le retournerait à terme vers la solution initiale.

C'est pourquoi en 2012, en plus de la filière Ferrailles, qui a connu une nette amélioration (1175 tonnes valorisés en 2012 pour 787 en 2011) les filières suivantes ont été mises en place :

- Piles : avec signature d'une convention avec TRECODEC, pour 2 tonnes traitées en 2012
- Batteries : signature d'une convention avec TRECODEC, pour 122 tonnes valorisées en 2012
- Aluminium et non ferreux: 1 tonne valorisée en 2012. (mise en place en mars)

A noter la mise en place de la collecte des huiles usagées, par convention avec TRECODEC. Toutefois, aucun chargement n'a été effectué sur 2012.



Au-delà de ces nouvelles filières, la CSP traite ou valorise le gisement de pneus VL et PL pour le compte de TRECODEC. En 2012, 3209 tonnes ont été reçues sur l'installation. 478 tonnes (soit environ 15%) ont été refusées et stockées sans traitement. Les pneus acceptables ont été broyés pour une partie (631 tonnes) et valorisés pour le reste lors des travaux du casier C (en plein ou en broyat pour respectivement 600 et 1500 tonnes). Ces opérations sont conformes à l'arrêté d'agrément, présenté en annexe 15, obtenu en 2009 et pour laquelle la CSP a proposé le traitement de maximum 1400 tonnes par an.

Les conventions signées en cours d'années avec TRECODEC sont présentées en annexe 16, 17 et 18.

3.4.9 Valorisation et filières, perspectives :



Vue 17

Dans la veine des opérations concernant la valorisation et outre les propositions faites aux institutions, et notamment au SIGN, concernant la mise en place d'un centre de tri de collecte selective, la CSP a engagé de multiples échanges avec des partenaires d'horizons multiples afin de mettre en place les filières suivantes dès 2013 ou à plus longue échéance, sur les quais d'apports volontaires et autant que faire se peut pour les industriels :

- JRM (Journaux, Revues, Magazines) : 2013
- Cartons : 2013 (opérations préliminaires et caractérisation débutées en 2012)
- Vêtements : 2013
- Cartouches d'encre : 2013
- DEEE : 2014
- Plastiques : 2014

Le 1^{er} janvier 2013, un contrat de sous-traitance a par ailleurs été signé concernant la mise en place d'une filière compost pour 3600 tonnes de déchets verts.

En outre, la CSP réalise ou participe à de nombreuses études afin de développer d'autres filières (bio-méthanisation, biomasse, co-compostage...), en marge du contrat de concession. Elle a de plus, à la demande du SIGN, lancé une troisième mise à jour du chiffrage du traitement des déchets ménagers spéciaux, sans retour par ailleurs des deux précédents.

3.5. Compte rendu des contrôles obligatoires :

3.5.1Gadji

Le recueil des analyses réglementaires et leur interprétation, ainsi que le rapport de suivi annuel sont présentés en annexe 2 du présent document. (Nota : Les annexes du rapport annuel réglementaire sont reprises en format électronique sur le CD ROM joint)

Les conclusions montrent des résultats conformes, hormis une déviance constatée sur certains paramètres d'un piézomètre qui, au regard des caractéristiques enregistrées et de la proximité avec le bord de mer permettent de les mettre en lien avec des résurgences d'eau salée vers ce piézomètre. De plus un écart a été constaté concernant des paramètres bactériologiques lié à un dysfonctionnement du système d'épuration installé pour le traitement des locaux sociaux du site. Des travaux ont été engagés afin de permettre un retour à la normale. Ces paramètres seront par ailleurs plus particulièrement suivis sur les prochaines campagnes.

3.5.2Gadji (ancien site dit « Gadji Réhab »)

Le document attestant des contrôles réalisés est présenté en annexe 19. Les résultats montrent principalement une incompatibilité des effluents collectés avec leur rejet au milieu naturel. Ces lixiviats sont donc toujours transférés dans le bassin de prétraitement du site afin d'être traités par osmose inverse. Le volume concerné est de l'ordre de 50 m³/an.

3.5.3Ducos

Les documents présentés en annexes 20 et 21 synthétisent l'ensemble des contrôles effectués sur le site de Ducos, tant concernant les obligations réglementaires du CTTV, que celles de l'ancien CET.

Dans le cas du CET, les analyses réalisées sur les lixiviats collectés montrent toujours des résultats ne permettant pas un rejet au milieu naturel en l'état, en foi de quoi, ils sont régulièrement transférés sur l'unité de traitement par osmose inverse de Gadji. Il est à noter



une déviance de certains paramètres dans le milieu marin, sans toutefois qu'ils ne puissent être mis en lien avec l'activité propre du site, au regard de la multiplicité des sources de pollution potentielles au proche du site (Zone industrielle de Ducos) et des valeurs enregistrées en amont.

Pour le CTTV, une évolution est enregistrée sur les paramètres bactériologiques, à mettre en lien avec les travaux engagés pour la reconstruction de l'unité de traitement des déchets liquides biodégradables et en particulier face à la défaillance du fournisseur choisi. Afin de remédier à ces écarts, la CSP a mis en place un suivi particulier, qui suite à la remise en exploitation de l'ancienne unité, montre des résultats en baisse validant les actions proposées. Par ailleurs, au-delà des poursuites engagées envers le fournisseur, la CSP a fait appel à une autre société pour la fourniture et la construction d'une nouvelle unité intégrant la gestion des graisses. Les services d'inspection (DENV) sont informés et associés à ces opérations.



3.5.4 La Coulée :

Le document d'auto surveillance du site du Mont Dore est repris en annexe 22. « *Aucun des paramètres suivis n'a présenté d'évolution significative sur 2011* ». Certains paramètres sont même en amélioration.

3.5.5 Contrôle des autorités :

L'inspection des installations classées a inspecté les sites selon le calendrier suivant :

- Gadji : 24 mai 2012
- Ducos : 31 juillet 2012
- Mont Dore : 13 avril 2012.

L'ensemble des comptes rendus de visite, ainsi que leurs réponses sont en annexe 23.

Aucune non-conformité majeure, ni mise en demeure, n'ont été formulées lors de ces visites. L'ensemble des points observés a fait l'objet de réponses, a priori jugées satisfaisantes puisque sans retour, auprès de l'inspection des installations classées. Les réunions mensuelles dites « des parties intéressées » ont permis un suivi des actions en cours et en projet par le SIGN et la DENV. Le recueil des minutes de ces réunions est en annexe 24.

3.6. Travaux de gros entretien et renouvellement

Les travaux de couverture du casier A ont débuté en novembre 2012. Le financement de ces travaux, dans le cadre du respect des prescriptions réglementaires, est repris sur les provisions de remise en état et de post exploitation réalisées à cet effet. Le rapport de fin de travaux présenté en annexe 25 synthétise les opérations réalisées et terminées en 2013.



Sur Ducos, et suite à la rétrocession d'une partie du foncier à la Ville de Nouméa et conformément à ses engagements, la CSP a engagé les travaux de réhabilitation d'une fosse de boues recevant les effluents de la zone rétrocédée, à concurrence de plus de 60 000 000 CFP (cf. annexe 8). Ayant engagé des pourparlers avec les différents acteurs pour l'obtention d'un fond issu de la TAP, elle a toutefois reçu une fin de non-recevoir de la part du SIGN, bloquant ainsi toute possibilité de financement par ce fond. Un bassin de collecte des eaux pluviales a par ailleurs été construit. Le rapport de fin de travaux de cette opération est joint en annexe 26



Vue 21

Elle a de plus, et dans le cadre de l'amélioration de service aux usagers, engagé des travaux sur la zone d'accueil de Ducos, en 2 phases :

- Ouverture d'un accès supplémentaire réservé aux usagers
- Construction d'un bâtiment administratif.

L'ensemble de ces travaux, à la charge exclusive de la CSP, seront prévus pour une réception en fin 2013.

Les autres travaux effectués entre dans le cadre du planning d'exploitation (casier C), de l'amélioration du service ou des réparations non programmés suite à des incidents.

4. Compte rendu financier

4.1. Compte de résultat 2012/2011

Le tableau suivant synthétise les comptes annuels de 2012 et référence les comptes 2011. La Figure 62 détaille les autres charges opérationnelles pour les 2 années référencées.

Compte annuel de résultats 2012

	EXERCICE 2012	EXERCICE 2011
Compte de résultat - concession de traitement des déchets de l'agglomération du Grand Nouméa (kCFP)		
Traitement des déchets ménagers des usagers du syndicat (REOM)	594 237	562 355
Traitement des déchets végétaux des usagers du syndicat (REOM)	71 943	89 066
Traitement des déchets ménagers et assimilés des professionnels	578 598	522 927
Traitement cendres*	1 076 844	1 203 557
Traitement des déchets végétaux des professionnels*	14 442	19 858
Traitement des déchets liquides biodégradables des professionnels	76 813	75 913
Vente de compost et sous-produits	-	0
CHIFFRE D'AFFAIRE	2 412 877	2 473 676
Charges de sous traitance externe et produits internes	-335 656	-336 190
PRODUIT NET D'EXPLOITATION	2 077 221	2 137 486
Frais de personnel	-230 694	-205 774
Consommables	- 22 062	-22 079
Frais d'entretien du matériel	-175 304	-196 180
Autres coûts de matériel (assurance, location, crédit-bail)	-95 926	-94 969
Autres charges opérationnelles (travaux, provisions)	-432 516	-592 882
Participation travaux PS/SIGN/TAP		19 000
Provisions (impayés redevance)	-66 618	-65 142
Reprise provisions impayés	52 797	112 722
Provision intérressement avenant 6	-65 068	-123 215
Amortissements	-285 739	-331 119
MARGE BRUTE	756 091	637 848
Frais généraux	-401 460	-352 149
MARGE OPERATIONNELLE	354 631	285 699
Résultat exceptionnel		0
EBIT	354 631	285 699
Résultat financier	2 918	26 974
RESULTAT COURANT	357 549	312 673
Impôt sur les bénéfices	-1 319	0
RESULTAT NET	356 230	312 673

* CA au tonnage réel

Ci-dessous le détail de la ligne « autres charges opérationnelles »

Fig. 61

	2 012	2 011
Transfert charges exploitation	11 839	17 552
Matériaux enfouissement	- 969	- 9 632
Produits anti odeurs	-	-
Dotation provision REM	- 64 967	- 96 300
Dotation provision Post exploit	- 43 212	- 31 788
reprise/Garantie financière		
Contrôle réglementaire CSDU	- 45 182	- 28 068
autres charges opérationnelles	- 215 124	- 297 043
provision Cendres		
Contrôle réglementaire		
Frais de transport	- 919	- 2 568
Frais d'installation batiments	- 1 723	22 524
Frais administratif et informatique	- 3 965	- 5 047
Autres charges	- 26 686	- 34 706
Matériel balayage et entretien	- 3 086	- 4 077
Frais de péage	- 1 768	- 1 159
commissions diverses	- 1 876	- 1 560
Perte sur stocks et créances	- 34 878	- 121 010
Total autres charges opérationnelles	- 432 516	- 592 882



Fig. 62

4.2. Méthode et éléments de calcul économique :

La comptabilité analytique du concessionnaire permet de gérer un compte de résultat séparé par centre de profit.

Les charges directes sont affectées au centre de profit qui les supporte et les charges indirectes, issue des centres de coûts (frais généraux, résultat exceptionnel, résultat financier), sont réparties au prorata du produit net d'exploitation de chaque centre de profit.

4.3. Etat de variation du patrimoine immobilier :

Pas de variation du patrimoine immobilier sur 2011.

4.4. Etat du programme d'investissement :

Etat du programme d'investissement :

- Fin de la construction du troisième casier sur l'ISD de GADJI (Casier C) avec une mise en exploitation prévue courant 2ème semestre 2013
- Fin des travaux du QAV sur le site du Mont Dore « La Coulée » et mise en exploitation en juin 2012.
- Début de la couverture du Casier A

4.5. Autres dépenses de renouvellement :

Les dépenses de renouvellement et acquisition pour 2012 :

- Acquisition d'une pelle d'occasion HALLA pour le transfert des boues de STEP sur le CTTV DUCOS montant de l'investissement 2 MF.
- Acquisition de deux remorques SOCARI pour le transfert des déchets du CTTV DUCOS montant de l'investissement 24.6MF.
- Acquisition de deux remorques FLIEGL pour le transfert des déchets montant de l'investissement 23.6MF.
- Renouvellement des serveurs 5.8 MF

4.6. Inventaire des biens de retour :

L'inventaire des biens de retour s'effectuera conformément à l'article 19 du contrat de concession. On notera sur 2012 un retour des biens lié à l'opération en défiscalisation nommée « SNC CET DE NOUMEA 2006 » pour une valeur d'acquisition initiale de 89.7MF.

4.7. Comptes prévisionnels d'exploitation :

ANNEE	2013	2014	2015*	2016*	2017*
CHIFFRE D'AFFAIRES en K XPF	2 430 444	2 498 932	2 563 623	2 630 755	1 540 000
Charges de sous traitance externe et produits internes	-292 178	-298 022	-303 982	-310 062	-216 263
PRODUIT NET D'EXPLOITATION	2 138 266	2 200 911	2 259 641	2 320 693	1 323 737
Frais de personnel	-231 996	-236 636	-241 369	-246 196	-251 120
Consommables	-39 482	-40 271	-41 077	-41 898	-42 736
Frais d'entretien du matériel	-422 624	-431 076	-439 698	-448 492	-457 461
Autres coûts de matériel (assurance, location, crédit-bail)	-96 039	-97 960	-99 919	-101 918	-103 956
Amortissements des actifs	-320 632	-307 284	-305 059	-298 453	-338 598
Autres charges opérationnelles (travaux, provisions)	-246 314	-251 240	-256 265	-261 390	-266 618
MARGE BRUTE	781 179	836 443	876 254	922 346	-136 753
Frais généraux	-466 397	-475 725	-485 239	-494 944	-254 843
MARGE OPERATIONNELLE	314 783	360 718	391 015	427 402	-391 596
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0
EBIT	314 783	360 718	391 015	427 402	-391 596
Résultat financier	0	0	0	0	0
RESULTAT COURANT	314 783	360 718	391 015	427 402	-391 596
Impôt sur les bénéfices	-94 435	-108 215	-117 304	-128 221	
RESULTAT NET	220 348	252 503	273 710	299 181	-391 596

* Les budgets prévisionnels 2014, 2015 et 2016 prennent en compte une valorisation de 2% hors dotation des actifs et provisions

Valeurs en K XPF

Fig. 63

4.8. Engagement à incidence financière :

La CSP a souscrit une garantie financière à hauteur 524 515 152 CFP à compter du 24 mai 2012 et ce jusqu'au 31 décembre 2014.

L'objet de cette garantie est la prise en charge, en cas de défaillance avérée de la CSP, des dépenses liées à :

- Surveillance du site
- Intervention en cas d'accident ou de pollution
- La remise en état du site après exploitation
- La surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'évènement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.



4.9. Etat des recettes accessoires :

L'activité déchets verts n'a généré aucune recette supplémentaire en 2011.

Cette activité, suite aux modifications induites dans le schéma de la filière par la réhabilitation du site de Ducos, n'est plus prévue sur ce site. Un nouveau projet est en cours d'élaboration, englobant notamment d'autres problématiques telles que celle des boues de station d'épuration. La CSP recherche toujours un terrain pour le proposer au SIGN afin de pouvoir faire avancer ce dossier, elle est malgré tout en attente d'information de la part du syndicat qui de son côté, doit contractuellement mettre à disposition du concessionnaire les assiettes foncières nécessaires aux activités déléguées. La décision d'intégrer ou non les boues dans un procédé de co-compostage est toujours en attente de décision de la part des institutions.

5. Bilan environnemental :

5.1. Drainage et traitement des lixiviats :

Les lixiviats collectés sur le site de Ducos sont transférés pour traitement par l'osmose inverse sur le site de Gadji.

Pour le site de Gadji, l'annexe 2 reprend les données de 2012. 9069 m³ ont été traités.



5.2. Drainage et traitement des biogaz :

Sur le site de Ducos, le gisement de biogaz n'est pas suffisant pour que la torchère fonctionne. Ces réseaux sont donc placés sous surveillance.

A Gadji, la zone réhabilitée est aussi équipée. Toutefois, comme à Ducos, le gisement n'est pas suffisant pour faire fonctionner l'installation de la torchère. La mise en place d'un réseau sur le casier A à la suite de sa réhabilitation devrait permettre sa mise en route. Les travaux de mise en place du réseau de collecte des biogaz sont programmés pour un démarrage fin 2013.



Vue 22



Vue 23

5.3. Consommations :

Suite au prolongement de l'occupation des anciens locaux et de leur rétrocession, et dans l'attente des travaux de cette entité, qui sont retardés, l'aire de lavage de la CSP reste mise à disposition pour le lavage des bennes à ordures ménagères de collecte du titulaire du contrat de collecte de la Ville de Nouméa, expliquant le maintien des consommations sur Ducos. De plus, la consommation électrique de Ducos est globalisée, car refacturé au forfait à l'occupant désigné pour l'année.

5.3.1 Eau :

- Ducos : 9049 m³, comparable à 2011
- Gadji : 6333 m³, consommation en légère baisse.
- Mont Dore : 1902 m³, en nette augmentation par l'utilisation pour les travaux et la mise en exploitation de la broyeuse en continu.



La figure reprend le suivi des consommations d'eau sur les 4 dernières années. Les raisons des évolutions sont reprises dans les rapports précédents.

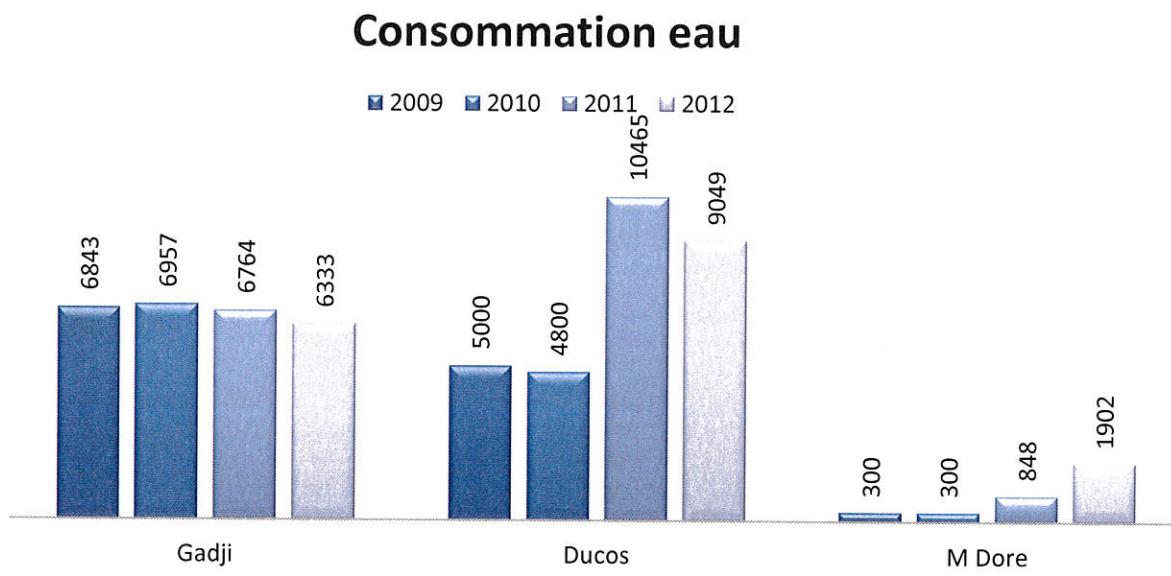
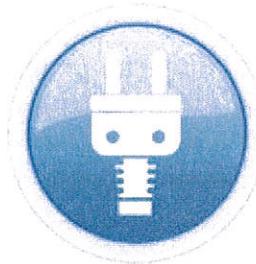


Fig. 64

5.3.2 Electricité

- Ducos : 302 048 kW/h au global, en augmentation, relativement aux travaux lancés et à l'activité de STAR encore incluse, malgré la mise en place de certains matériels à basse consommation.
- Gadji: 59 617 kW/h : Baisse significative, du fait d'une optimisation du fonctionnement de la rampe anti odeur et d'une campagne de traitement lixiviats unique (fonctionnement des pompes de transfert).
- Mont Dore : 4 428 kW/h : en nette augmentation, du fait des travaux. Toutefois, une telle consommation devrait perdurer voire augmenter consécutivement à l'ouverture du site et des équipements mis en place (pont bascule, éclairage...)
- Direction Générale : 50 023 kW/h : comparable à l'année précédente. Toutefois, cette consommation devrait diminuer du fait de l'installation de la direction générale dans des bâtiments optimisés au regard de la consommation.



La figure « consommation électricité » reprend ces données sur les 4 dernières années.

Consommation électricité

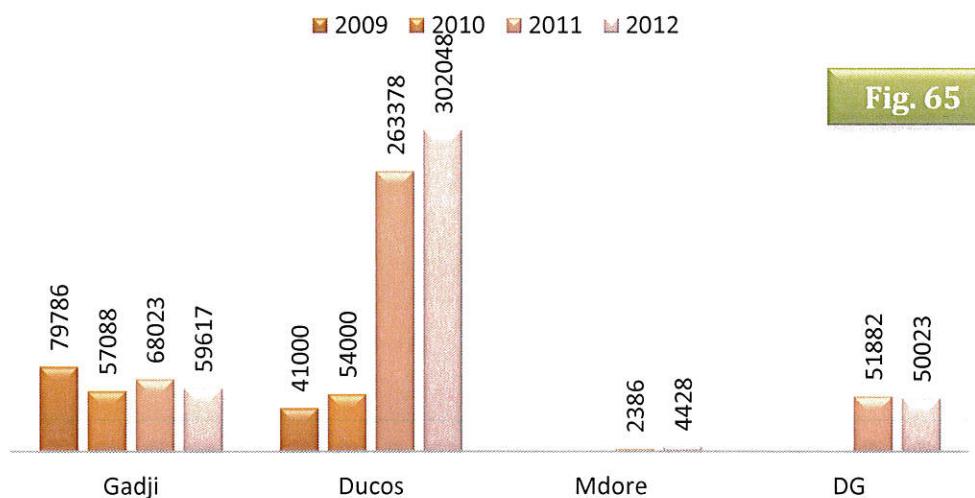


Fig. 65

5.3.3 Carburants :

Le graphique présenté plus bas reprend le suivi de ces données sur les 4 dernières années. Les évolutions importantes constatées sont liées à la mise en place de la sous-traitance.

- Ducos : 47 200 litres de carburant consommé (hors sous-traitance), dont 3220 litres pour le fonctionnement des matériels internes et 44 000 litres pour le transfert et les engins CSP.
- Gadjî : 49 904 litres, dont 23 904 litres alloués au fonctionnement de l'unité autonome d'osmose inverse.
- Mont Dore : 20 408 litres : augmentation flagrante imputable à la mise en fonctionnement du broyeur de déchets verts.
- Services : regroupe tous les véhicules de fonction et de service, ainsi que les petits matériels d'entretien : 14 361 litres, augmentation imputable au renforcement des équipes d'encadrement.



Consommation Carburants

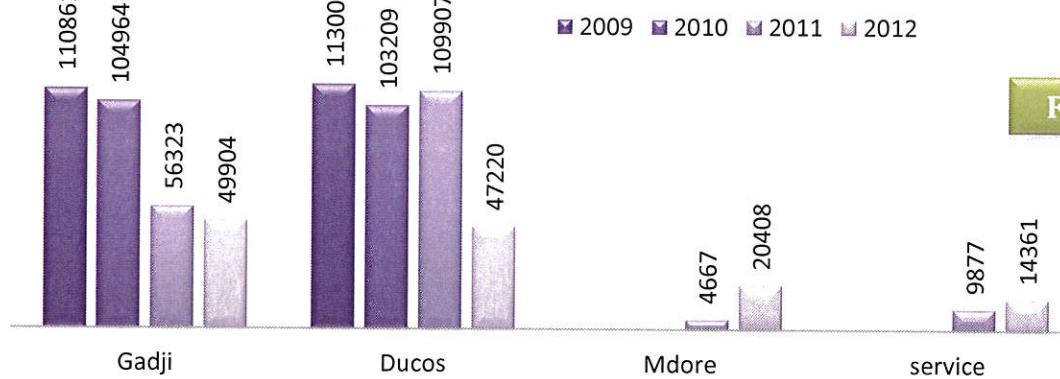


Fig. 66

5.3.4 Kilométrage parcouru

En 2012, 6 905 tours de gros porteurs (sous-traitance complète) ont été réalisés pour transférer les déchets depuis Ducos (à environ 12,72 tonnes de moyenne, en légère baisse soit un total de 87 835 tonnes transférées, freinte soustraite) pour près de 290 010 kms parcourus. S'ajoutent 3006 tonnes transférés directement en caissons depuis Ducos, représentant environ 18 000 kms. Environ 14 000 kms supplémentaires ont été parcourus pour les transferts du Mont Dore, en sous-traitance. Globalement, le kilométrage effectué est en légère baisse, en lien avec l'ouverture de l'échangeur de l'étrier, réduisant les distances parcourues par tour mais aussi par un plus grand taux de transferts opérés en gros porteur.



Vue 24

6. Conditions d'exécution du service public :

6.1. Horaires d'accueil du public :

ISD de Gadji :	de 6h00 à 18h00 du Lundi au Samedi
QAV de Gadji :	de 6h00 à 18h00 du Lundi au Dimanche
Ducos :	de 6h30 à 17h00 du Lundi au Dimanche
QAV La coulée :	de 6h30 à 17h00 du Lundi au Dimanche.

Seul le 1^{er} mai est un jour de fermeture.

Les différents quais d'apport volontaire connaissent des affluences variables, notamment les dimanches. Suite à différents projets d'ouverture d'autres quais, une modification des plages horaires d'ouverture pourra être envisagée sur ces sites.

6.2. Réclamations :

Gadji : Aucune réclamation enregistrée en 2012, concernant les conditions d'exploitation.

Ducos : Aucune réclamation concernant l'exploitation n'a été enregistrée en 2012

Quelques réclamations ont été enregistrées au niveau de la facturation, souvent issues de mauvaises imputations au niveau du pont bascule. (Non transmission des actes de cession de véhicules, sous-traitance non déclarée ou erreurs de saisie). Ces plaintes sont réglées au cas par cas.

Le suivi des incidents est toujours actif (cf. annexe 10). Il a permis de mettre en lumière certains dysfonctionnements internes qui sont réglés au fur et à mesure mais aussi de nombreux dysfonctionnements issus des usagers, particuliers ou industriels (comportement, méconnaissance des procédures, manque d'information, fraude, non-respect des règles de sécurité ou d'exploitation, casse matériel accidentelle ou intentionnelle). Ces informations sont éventuellement transmises au cas par cas au SIGN. Elles ont pu faire l'objet de dépôts de plaintes auprès de la justice. La CSP, afin de protéger ses salariés et les biens, a généralisé le gardiennage de jour les weekends et jours fériés, en plus du gardiennage de nuit déjà effectif.

Il est à noter que les dépôts sauvages sont en diminution mais restent encore visibles aux alentours des sites, principalement à Ducos. Des passerelles ont été établies entre la CSP et les gardes champêtres afin de remédier à ces problématiques.



6.3. Communication :

Afin d'améliorer l'information au usagers et au-delà des documents réglementaires, commerciaux ou contractuelles (Fiche d'information préalable à la réception de déchets, certificats d'acceptation préalables, protocoles de sécurité pour les opérations de chargement décharge, plans particuliers de sécurité, dossier clientèle...) la CSP a engagé des campagnes de communication, tant dans la presse que par la distribution de dépliants ou d'annonces radio, concernant les modalités d'accès au site ou les déchets acceptés. Des exemples de support sont présentés en annexe 27. A noter que ces opérations ne sont pas prévues au contrat et que la CSP a fait une demande de participation au SIGN, qui a eu un retour négatif.

6.4. Données statistiques générales

Les données reprises ci-dessous (issus de la figure 47) sont données à titre informatif pour comparaison avec les données ADEME (ADEME 2009 – Ratios des déchets ménagers et assimilés collectés par habitants en 2009 en France - 2011).

Type de déchets		tonnes	production kg/hbts/an		
			SIGN	SIGN	ADEME
OMA	OMR	50 288	307	299	2,66%
	Recyclables secs	0	0	46	
	Verre	0	0	29	
	Total OMA	50 288	307	374	-21,76%
DV collectés		21 517	131	51	61,19%
Encombrants collectés		2 749	17	23	-36,98%
Apport en déchetterie		8 072	49	191	-287,39%
Total DMA		82 626	505	639	-26,62%
OMA : Ordures ménagères et assimilés					
OMR : Ordures ménagères résiduelles					
DMA : Déchets ménagers et assimilés					

Fig. 67

Le recensement ISEE 2009 donne une population sur le périmètre du grand Nouméa de 163 723 habitants.

Le tableau ci-dessus montre une production par habitants inférieure tant pour les OMA que des DMA. S'il est possible de constater une production d'OMR par habitants similaire, de nombreuses disparités existent dans les autres données.

- La production de déchets verts est beaucoup significative pour le SIGN
- Les tonnages d'encombrants collectés et les apports en déchetterie sont plus faibles, voire beaucoup plus faibles.



acteur de gestion durable

6.5. Compétitivité :

Dans ce comparatif de compétitivité, l'ensemble des déchets du SIGN est considéré comme OMR, le taux de valorisation étant faible (moins de 2%) et le mode de traitement des déchets étant exclusivement le stockage pour l'ensemble des déchets traités, modulo la part valorisée.

L'objectif est de rapprocher le coût pour la collectivité aux données ADEME (référentiel national des coûts du service public de gestion des déchets en 2010 – mars 2013) afin de les comparer et de déterminer si les solutions mises en place dans le cadre du contrat de concession sont adaptées et économiquement performantes. De plus, ce comparatif permettra de situer le SIGN par rapport à l'ensemble des collectivités métropolitaines. Il est à noter qu'il s'agit ici d'une prospection purement indicative, une étude complète pouvant être menée à part entière.

Le tableau suivant reprend les données financières 2012 du SIGN :

Tonnage SIGN	82 626	82 626
Facturation SIGN	666 179 944 XPF	5 582 590 €
coût complet	666 179 944 XPF	5 582 590 €
coût complet/tonne	8 063 XPF	68 €
Interessement	-65 068 077 XPF	-545 271 €
quote part DLB S1	-821 563 XPF	-6 885 €
quote part DLB S2	-894 018 XPF	-7 492 €
Recettes industrielles	-66 783 658 XPF	-559 647 €
coût technique	599 396 286 XPF	5 022 943 €
coût technique/tonne	7 254 XPF	61 €
Provision recouvrement SIGN (10%)	-66 617 994 XPF	-558 259 €
Coût partagé	532 778 292 XPF	4 464 684 €
coût partagé/tonne	6 448 XPF	54 €

Fig. 68

Les différentes sommes ont été exprimées en parallèle en euro, afin de faciliter les comparaisons avec les données ADEME.

Les coûts suivants ont été définis pour correspondre au mieux avec les indicateurs ADEME repris dans le référentiel :

- Coût complet = somme des charges
- Coût technique = coût complet - recettes industriels (correspondant ici à l'intéressement reversé au SIGN et aux quotes-parts au titre du traitement des DLB)
- Coût partagé = coût technique - soutien (les provisions pour recouvrement sur la chiffre d'affaire SIGN sont intégrés dans le calcul de ce coût, fixé contractuellement à 10%, le taux de recouvrement ayant à peine dépassé les 90% sur les exercices considérées dans le passé)

Il est ainsi possible de constater que le coût réel à la charge de la collectivité est de 6448 CFP/tonne, soit 54€/tonne.

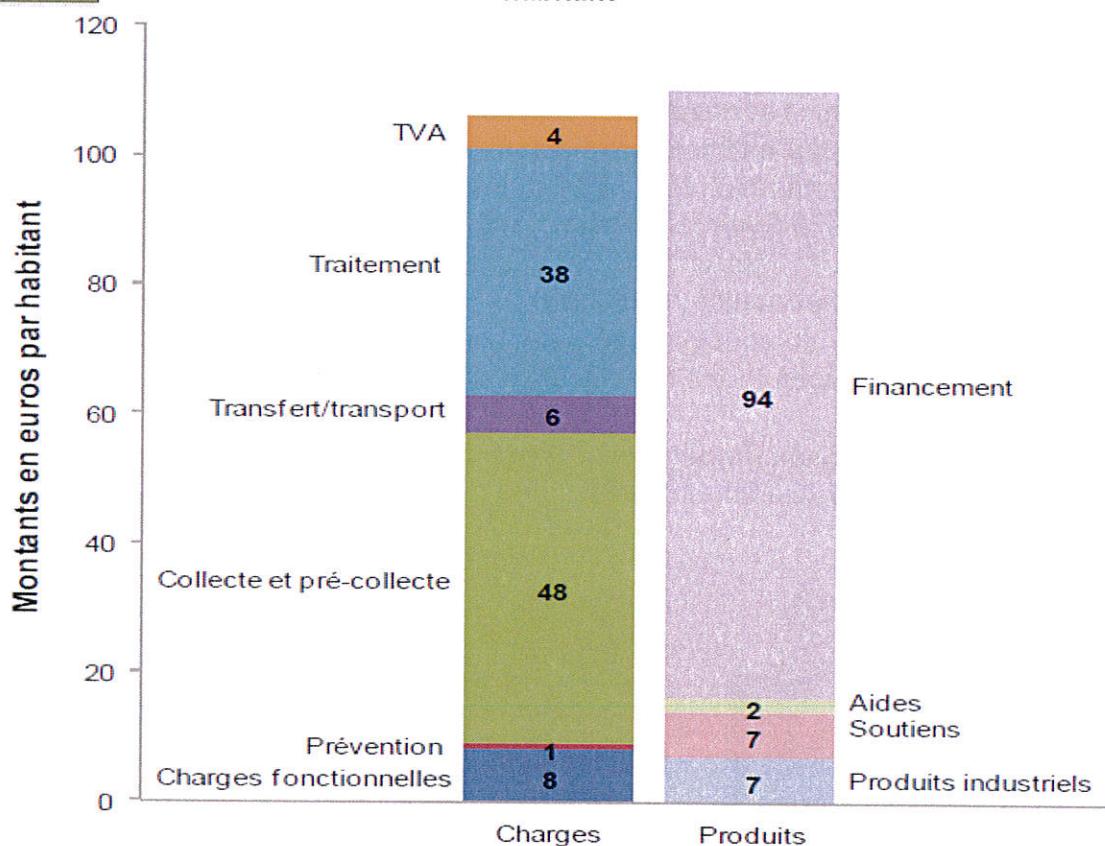
Un premier rapprochement est établi avec les données ADEME concernant le coût de traitement à la tonne. Afin de s'approcher des conditions techniques du contrat (stockage des déchets incluant 3 déchetteries et le transfert), les coûts ADEME « stockage » et « pré-collecte » ont été pris pour référence. Le tableau suivant présente les données. La colonne « médian » compare le coût médian déterminé par le référentiel, la colonne « p10 » correspond au premier décile dans lequel 10% des collectivités ont un coût inférieur à la valeur donnée.

	médian	p10
coût partagé/tonne SIGN	6 448 XPF	54 €
coût stockage ADEME	8 711 XPF	73 €
coût précollecte ADEME	835 XPF	7 €
coût médian stockage et précollecte	9 547 XPF	80 €
écart SIGN/ADEME	-48%	-48%
		-5%

Fig. 69

Le second rapprochement est établi en fonction du coût par habitants, le nombre d'habitants du bassin de collecte SIGN étant issu du recensement 2009 ISEE (soit 163 723 habitants sur le Grand Nouméa). Afin de s'approcher des conditions techniques du contrat (stockage des déchets incluant 3 déchetteries et le transfert), les coûts ADEME « traitement » et « transfert » ont été pris pour référence, avec comme base le coût partagé par habitants « ensemble des flux », réparti selon les ratios repris ci-dessous sur la figure 70.

Fig. 70 : Coût complet, produits et contributions de l'ensemble des flux en euros par habitant



nbre habitants (ISEE 2009)	163 723		
	médian	p10	
coût partagé /hbts SIGN	3 254 XPF	27 €	27 €
coût partagé /hbts ADEME ensemble des flux (100%)	10 382 XPF	87 €	60 €
coût partagé /hbts ADEME traitement (38%)	3 945 XPF	33 €	23 €
coût partagé /hbts ADEME transfert (6%)	623 XPF	5 €	4 €
coût partagé/hbts ADEME configuration SIGN	4 568 XPF	38 €	26 €
écart SIGN ADEME	-40%	-40%	3%

Fig. 71

Ainsi, dans l'état actuel et au regard des moyens mis en place, il est possible de constater que le coût de traitement à la tonne (incluant pré-collecte et transfert par l'intermédiaire des installations de Mont Dore, Gadji et Ducos) pour la collectivité est près de 48% inférieur au coût médian constaté par le référentiel. Il situe le SIGN dans le 1^{er} décile des collectivités.

Concernant le coût par habitants, ce dernier se trouve environ 40% moins élevé que le coût médian constaté, situant le SIGN proche du 1^{er} décile.

Ce comparatif démontre que, en fonction des données de 2012 et de moyens mis en place, le coût de traitement s'avère très compétitif, tant au niveau du coût à la tonne que du coût par habitants. Ces données sont à moduler au regard des charges du syndicat pour les communes, non connues, et des approximations de calcul et impliquée par le choix « au plus proche » des données de référence.

En tout état de cause, et au regard de l'ensemble des données reprises dans le présent référentiel et de la production inférieur par habitants (cf. chapitre 6.4), la mise en place de nouveaux services (tri sélectif, QAV, PAV...) ne pourra diminuer le coût pour la collectivité. Pour exemple, le référentiel indique les coûts suivants, en métropole :

- Moyenne pondérée du coût partagé des déchets de déchetterie : 116€ (soit 13 840F/tonne) ; coût actuel mutualisé : 6 448 CFP
- Moyenne pondérée du coût partagé pour l'ensemble des flux (y compris collecte) : 164€/ tonne soit pour le traitement et le transfert environ 44% de ce coût : 72€ (8590 F CFP) ;
- Tri des multi-matériaux (hors collecte et pré-collecte): variant de 110€ (p10) à 219€ (p90) la tonne (13 120 à 26 133 CFP)...



Vue 27

7. Distribution

Corps du document :	71 pages numérotées
Annexe 1 :	3 pages
Annexe 2 :	42 pages
Annexe 3 :	4 pages
Annexe 4 :	3 pages
Annexe 5 :	89 pages
Annexe 6 :	67 pages
Annexe 7 :	18 pages
Annexe 8 :	106 pages
Annexe 9 :	45 pages
Annexe 10 :	5 pages
Annexe 11 :	71 pages
Annexe 12 :	12 pages
Annexe 13 :	35 pages
Annexe 14 :	46 pages
Annexe 15 :	1 page
Annexe 16 :	16 pages
Annexe 17 :	14 pages
Annexe 18 :	16 pages
Annexe 19 :	5 pages
Annexe 20 :	23 pages
Annexe 21 :	20 pages
Annexe 22 :	20 pages
Annexe 23 :	48 pages
Annexe 24 :	32 pages
Annexe 25 :	56 pages
Annexe 26 :	18 pages
Annexe 27 :	6 pages

Diffusion des exemplaires :

1 exemplaire : SIGN

La CSP se réserve le droit de diffuser ultérieurement le présent document.

4 exemplaires : CSP.

Toute reproduction ou utilisation, partielle ou totale, de l'ensemble du document, y compris ses annexes et photos, ne pourra se faire sans l'autorisation expresse de la CSP.

Crédits photos : Studio 212 FBP pour CSP, tous droits réservés, © Photo Fred Payet

8. Table des figures

- Fig. a : Résumé des faits marquants principaux 2012
Fig. b : Chiffres clés 2012
Fig. c : Statistiques ISEE
Fig. 1 : Tableau de phasage et suivi des volumes sur la durée d'exploitation
Fig. 2 : Tableau des actions QHSE
Fig. 3 : Suivi des effectifs CSP 2006 – 2012
Fig. 4 : Evolution des effectifs et sous-traitants 2006 – 2012
Fig. 5 : Organigramme de la CSP 2012
Fig. 6 : Tableau de synthèse des évolutions réglementaires et suivi des transmissions
Fig. 7 : Journal de marche du site de Ducos
Fig. 8 : Répartition des tonnages traités
Fig. 9. : Evolution des tonnages (2011 - 2012)
Fig. 10 : Evolution des tonnages sur 5 ans
Fig. 11 : Tonnage ménager par commune 2012
Fig. 12 : Evolution des tonnages ménagers par commune (2011 -2012)
Fig. 13 : Tonnage ménager par commune 2011
Fig. 14 : Evolution des tonnages ménagers par commune sur 5 ans
Fig. 15 : Nouméa : Evolution des tonnages (2011 – 2012)
Fig. 16 : Nouméa : Evolution des tonnages sur 4 ans.
Fig. 17 : Nouméa : répartition des tonnages 2012
Fig. 18 : Nouméa : répartition des tonnages 2011
Fig. 19 : Païta : Evolution des tonnages sur 4 ans.
Fig. 20 : Païta : répartition des tonnages 2012
Fig. 21 : Païta : répartition des tonnages 2011
Fig. 22 : Païta : Evolution des tonnages (2011 – 2012)
Fig. 23 : Dumbéa : Evolution des tonnages sur 4 ans.
Fig. 24 : Dumbéa : répartition des tonnages 2012
Fig. 25 : Dumbéa : répartition des tonnages 2011
Fig. 26 : Dumbéa : Evolution des tonnages (2011 – 2012)
Fig. 27 : Mont Dore : Evolution des tonnages sur 4 ans.
Fig. 28 : Mont Dore : répartition des tonnages 2012
Fig. 29 : Mont Dore : répartition des tonnages 2011
Fig. 30 : Mont Dore : Evolution des tonnages (2011 – 2012)
Fig. 31 : Répartition par site 2012
Fig. 32 : Répartition par site 2011
Fig. 33 : Migration entre sites
Fig. 34 : Ducos – répartition par type de déchets 2012
Fig. 35 : Ducos – répartition par type de déchets 2011
Fig. 36 : Ducos – répartition par catégorie de déchets 2012
Fig. 37 : Ducos – répartition par catégorie de déchets 2011
Fig. 38 : Ducos – répartition des clients 2012
Fig. 39 : Ducos – répartition des clients 2011
Fig. 40 : Gadji – répartition par type de déchets 2012
Fig. 41 : Gadji – répartition par type de déchets 2011

- Fig. 42 : Gadji - répartition par catégorie de déchets 2012
Fig. 43 : Gadji - répartition par catégorie de déchets 2011
Fig. 44 : La Coulée - répartition par catégorie de déchets 2012
Fig. 45 : La Coulée - répartition par catégorie de déchets 2011
Fig. 46 : Comparatif et évolution des déchets du SIGN 2007 à 2012
Fig. 47 : SIGN - répartition par catégorie de déchets 2012
Fig. 48 : SIGN - répartition par catégorie de déchets 2011
Fig. 49 : SIGN - répartition par type de déchets 2012
Fig. 50 : SIGN - répartition par type de déchets 2011
Fig. 51 : SIGN - morphologie des données cumulées depuis 2007
Fig. 52 : SIGN - Moyenne et écart type depuis 2007
Fig. 53 : SIGN - Tendance depuis 2008
Fig. 54 : SIGN - Tendance par déchets depuis 2007
Fig. 55 : Déchets industriels - répartition par type de déchets 2012
Fig. 56 : Déchets industriels - répartition par type de déchets 2011
Fig. 57 : Répartition déchets industriels - déchets ménagers - 2012
Fig. 58 : Répartition déchets industriels - déchets ménagers - 2011
Fig. 59 : Répartition par traitement
Fig. 60 : Répartition par valorisation
Fig. 61 : Comptes annuels de résultats 2012 - 2011
Fig. 62 : Détail des autres charges opérationnelles
Fig. 63 : Comptes prévisionnels à 5 ans.
Fig. 64 : Suivi pluriannuelle de la consommation en eau
Fig. 65 : Suivi pluriannuelle de la consommation électrique
Fig. 66 : Suivi pluriannuelle de la consommation en carburants
Fig. 67 : Tableau comparatif SIGN/ADEME de la production de déchets par habitant
Fig. 68 : Tableau de calcul du coût SIGN à la tonne
Fig. 69 : Tableau comparatif SIGN/ADEME du coût à la tonne
Fig. 70 : ADEME Graphique de répartition du coût complet
Fig. 71 : Tableau comparatif SIGN/ADEME du coût par habitant

9. Table des illustrations

- Vue a : CSP FIDELIO – salariés et activités
- Vue b : Visuel de communication presse
- Vue c : Gadji - Vue sur les pneus valorisés mis en place dans le casier C
- Vue d : Ducos – QAV – Benne encombrants
- Vue 1 : Gadji – décembre 2012
- Vue 2 : Ducos – décembre 2012
- Vue 3 : Ducos : Vue 3D projet bureaux d'accueil
- Vue 4 : Mont Dore – 2011
- Vue 5 : Mont Dore – décembre 2012
- Vue 6 : Mont Dore – Le quai d'apport volontaire
- Vue 7 : Ducos - Pont Bascule
- Vue 8 : Mont Dore - Porteur et bennes
- Vue 9 : Gadji - Broyage de pneus
- Vue 10 : Formation du personnel
- Vue 11 : Ducos – Incendie sur le CET réhabilité
- Vue 12 : Gadji – Caractérisation Radioactivité
- Vue 13 : Gadji – quai de déchargement
- Vue 14 : Gadji – Quai d'apport volontaire
- Vue 15 : Ducos – Dock de transfert
- Vue 16 : Mont Dore – Pont Bascule
- Vue 17 : Ducos – Benne de cartons
- Vue 18 : Piézomètre
- Vue 19 : Ducos – vue aérienne de l'environnement industriel
- Vue 20 : Gadji – Couverture du casier A
- Vue 21 : Ducos – Travaux de réhabilitation Fosse à boues
- Vue 22 : Gadji – l'osmose inverse
- Vue 23 : Gadji – Vue aérienne osmose inverse
- Vue 24 : Transfert en fond mouvant.
- Vue 25 : Ducos - Agent du pont bascule
- Vue 26 : Mont Dore - Accueil des clients sur le QAV
- Vue 27 : Bacs tri sélectif

10. Annexes :

- Annexe 1 : Extrait du contrat de concession
- Annexe 2 : Rapport annuel d'activité 2011 – DENV (compléments sur CD ROM)
- Annexe 3 : Arrêté provincial 3988-2011-ARR-DENV concernant la mise en place de garanties financières sur l'ISD de Gadji
- Annexe 4 : Caution solidaire de mise en place des garanties financières
- Annexe 5 : Porter à connaissance concernant la gestion des pneus sur l'ISD de Gadji
- Annexe 6 : Phasage d'exploitation
- Annexe 7 : Porter à Connaissance concernant le changement du périmètre d'exploitation du CTTV de Ducos
- Annexe 8 : Rapport de Fin de Travaux « réhabilitation d'une fosse à boues »
- Annexe 9 : Rapport de Fin de Travaux « Réhabilitation et terrassement QAV Mont Dore »
- Annexe 10 : Fichier récapitulatif des « incidents » clientèle
- Annexe 11 : Porter à Connaissance : remise en fonction de la presse à balles – Ducos
- Annexe 12 : Fiches incidents DENV – DUCOS
- Annexe 13 : Fiches incidents DENV – GADJI
- Annexe 14 : Rapport annuel 2011
- Annexe 15 : Arrêté Provincial d'agrément de la CSP pour le traitement des pneus
- Annexe 16 : Convention TRECODEC Batteries
- Annexe 17 : Convention TRECODEC Huiles usagées
- Annexe 18 : Convention TRECODEC Piles
- Annexe 19 : Rapport d'auto-surveillance Gadji réhabilité
- Annexe 20 : Rapport d'auto-surveillance Ducos CET
- Annexe 21 : Rapport d'auto-surveillance Ducos CTTV
- Annexe 22 : Rapport d'auto-surveillance Mont Dore
- Annexe 23 : Synthèse des comptes rendus de visite ICPE et réponses
- Annexe 24 : Synthèse des relevés de conclusions des réunions de suivi d'avancement des travaux de la CSP – DENV – SIGN
- Annexe 25 : Rapport de Fin de Travaux, couverture du casier A
- Annexe 26 : Rapport de Fin de Travaux, construction d'un bassin EP sur Ducos
- Annexe 27 : Visuels des actions de communication CSP FIDELIO

